

CHAPITRE 1

La dynamique observée des pays méditerranéens

par Patricia AUGIER et Jocelyn VENTURA

Ce chapitre a pour objectif de faire le point sur la dynamique économique des pays méditerranéens au cours de ces 20 dernières années, c'est à dire depuis le lancement du processus de Barcelone. Un secteur privé qui fonctionne correctement doit se traduire par des taux de croissance et une insertion internationale équivalents à ceux caractérisant les pays de niveau de développement comparable. On va donc, dans ce qui suit, évaluer les principaux "outputs" du secteur privé des pays méditerranéens, en se demandant, dans une première section, si les taux de croissance ont été suffisants (par comparaison avec les autres pays en développement et émergents, en évaluant le processus de convergence vis à vis de l'Union Européenne (UE), par rapport aux principaux chiffres du chômage et aux changements des indicateurs de pauvreté et d'inégalité) et, dans une deuxième section, en analysant l'évolution des exportations de la région.

I. Les taux de croissance des pays méditerranéens sur ces 20 dernières années ont-ils été suffisants ?

I.1. Une mise en perspective par rapport aux taux de croissance des autres pays émergents et en développement

Les trois premiers cadrans du tableau 1.1 décomposent en trois périodes (1995-2002, 2003-2010, puis 2011-2017) les taux de croissance annuels moyens. Le dernier cadran indique la moyenne des taux de croissance

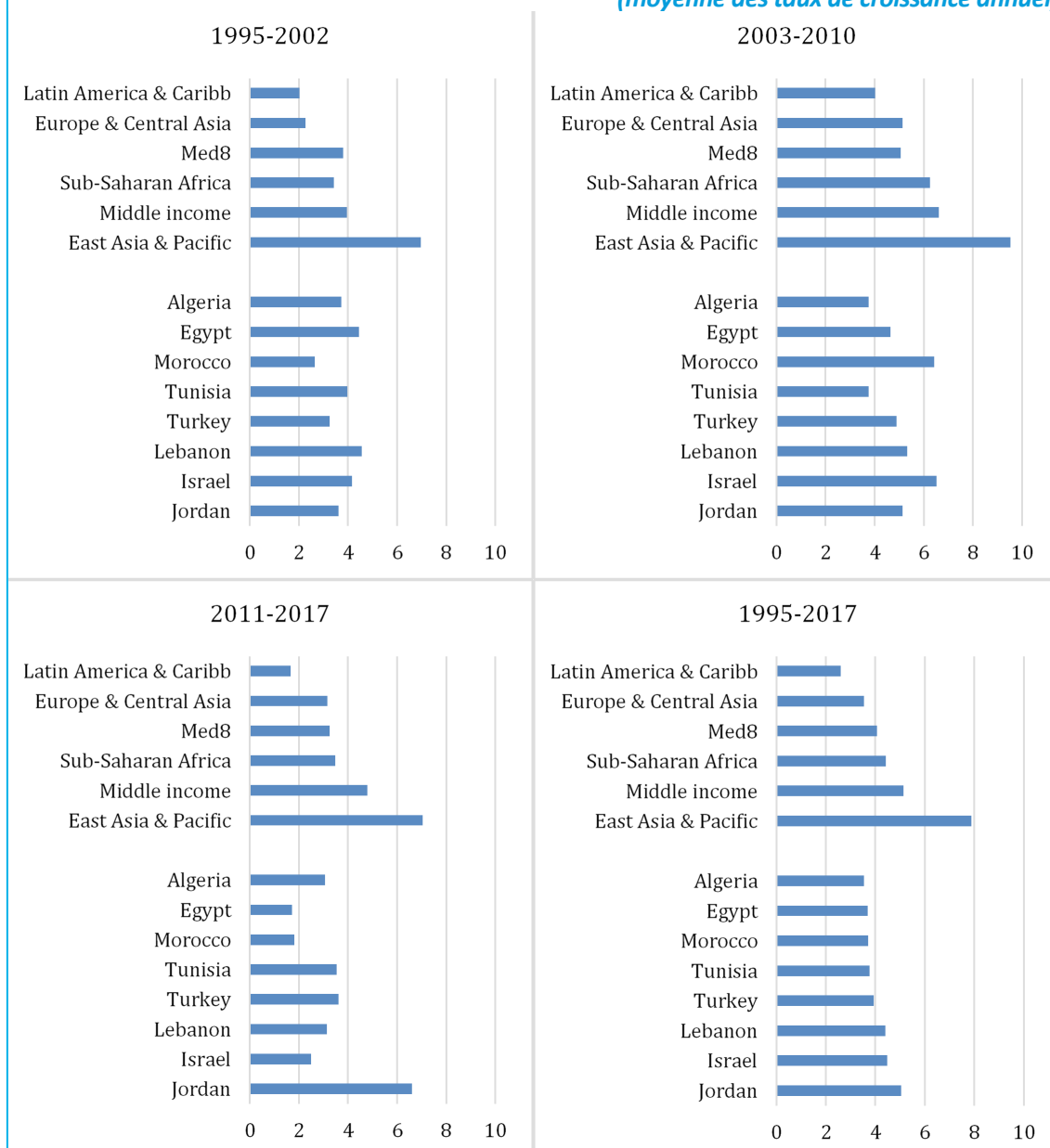
annuels sur l'ensemble de ces vingt années (1995-2017). Dans ce tableau 1.1, sont indiqués les taux de croissance moyens pour les huit pays méditerranéens renseignés, la moyenne de ces huit pays (MED8), celle des pays à revenu comparable (pays appartenant à la catégorie des "middle income" définie par la Banque Mondiale) et celles des pays en développement et émergents des autres principales régions du Monde.

Entre 1995 et 2002, c'est à dire sur les huit premières années qui ont suivi la mise en œuvre du Processus de Barcelone, les pays méditerranéens ont eu un taux de croissance annuel moyen de **3,8%**, ce qui est bien en dessous du taux de croissance des pays d'Asie de l'Est et du Pacifique (7%), mais qui correspond à la moyenne des pays à revenu moyen. Les pays méditerranéens font mieux en moyenne que les pays d'Europe et d'Asie centrale (2,3%) et que les pays d'Amérique Latine et Caraïbes (2%). Parmi les pays méditerranéens, l'Égypte (4,6%), La Tunisie (4,5%), Israël (4%) et la Jordanie (4,2%) sont au-dessus de la moyenne des 8 pays méditerranéens (MED8).

Au cours de la période 2003-2010, leur taux de croissance moyen annuel a été plus fort (5,1%), mais il se situe cette fois-ci en dessous du taux de croissance moyen de l'ensemble des pays à revenu moyen (6,6%). Avec un taux

Graphique 1.1

**Taux de croissance moyen des pays méditerranéens en comparaison avec des pays référents
(moyenne des taux de croissance annuel)**



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

Note : Pour les 4 groupes régionaux, les pays à haut revenu ont été exclus. Les groupes de pays sont définis en annexe.

moyen de 4%, seuls les pays d'Amérique Latine ont fait moins. Les pays méditerranéens ayant enregistré les plus forts taux de croissance annuels moyens sur cette période sont la Jordanie (6,5%), le Liban (6,4%), l'Égypte (5,3%), la Turquie (5,1%) et le Maroc (4,9%).

La crise économique a ralenti la croissance dans l'ensemble des pays en développement

et émergents. Dans les pays méditerranéens, sont venus s'ajouter les événements politiques que l'on a qualifiés de Printemps Arabes. Le taux de croissance annuel moyen sur la période récente (2011-2017), est descendu à 3,3%, contre 4,8% pour l'ensemble des pays à revenu intermédiaire, 7% pour l'Asie de l'Est et du Pacifique, 3,5% pour l'Afrique Sub-Saharienne, 3,2% pour l'Europe et l'Asie Centrale et 1,7%

pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Au total, **sur ces vingt dernières années (1995-2017), le taux de croissance des pays méditerranéens s'est accru en moyenne de 4,1%**, contre 5,1% pour les pays à revenu comparable. On peut noter qu'il y a peu d'écarts entre les pays méditerranéens. La moyenne de ces taux oscille, en effet, entre 5,1% pour la Jordanie et 3,5% pour l'Algérie. L'Asie de l'Est et du Pacifique (7,9%) et l'Afrique Sub-Saharienne (4,4%) ont enregistré une croissance plus forte, alors que les deux autres régions, l'Europe et l'Asie Centrale, ainsi que l'Amérique Latine et les Caraïbes, ont fait moins bien (3,5% et 2,6% respectivement).

La comparaison des taux de croissance des pays méditerranéens avec ceux enregistrés par les autres pays en développement et émergents peut laisser penser que cette croissance a été correcte. L'analyse d'autres indicateurs ne confirme pas, en revanche, ce point de vue.

1.2. La région ne converge pas vers le niveau de vie de l'UE

Compte tenu de l'évolution de la population, ces taux de croissance ont permis d'accroître **le PIB par habitant (exprimé en parité de pouvoir d'achat) de seulement 2% en moyenne annuelle pour l'ensemble des pays Med entre 1995 et 2017**, alors que **sur la même période, le revenu par tête s'est accru de 4% pour les pays à moyen revenu et de 6,8% pour les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique** (cf. tableau 1.1). Sans Israël et la Turquie, le PIB par habitant du groupe des 7 pays Med a légèrement progressé entre 1995 et 2010 puis quasiment stagné (graphique 1.2). Depuis 2013, le pouvoir d'achat par habitant de l'ensemble de ces 7 pays Med est devenu inférieur à celui des pays à moyen revenu.

Tableau 1.1 Taux moyen de croissance annuelle du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat entre 1995 et 2017

By Country		By Region	
Algeria	1,86	Med9	1,99
Egypt	2,41	Med7	1,83
Israel	1,63	East Asia & Pacific	6,78
Jordan	1,02	Europe & Central Asia	3,20
Lebanon	0,58	Latin America & Caribbean	1,33
Morocco	2,59	Sub-Saharan Africa	1,89
Tunisia	2,63	Upper middle income	4,42
Turkey	3,41	Lower middle income	3,75
Palestine	1,66	Middle income	4,04

Source : WDI 2018, Banque Mondiale. Calculs réalisés par les auteurs.

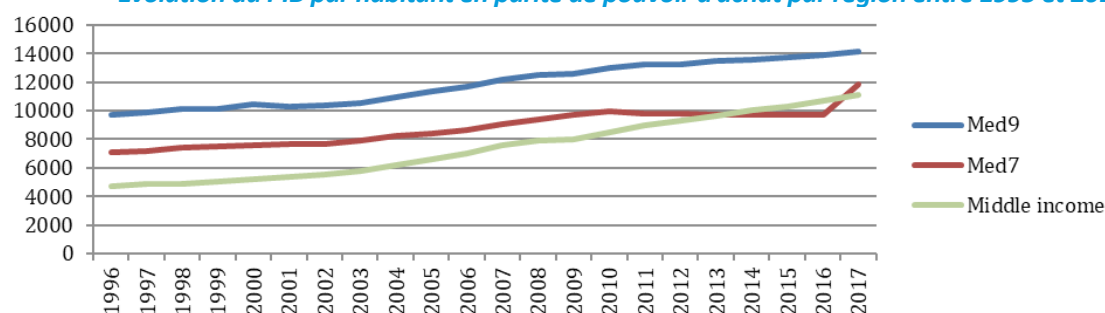
Med9: Algeria, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Tunisia, Turkey, Palestine

Med 7: Med9 except Israel and Turkey

Comme conséquence, au lieu de se réduire, **les écarts absolus [1] de niveau de vie entre l'UE et les pays méditerranéens se sont accrus**, sauf pour la Turquie qui est un des pays dont le niveau de vie est le plus proche de celui de l'UE (cf. graphiques 1.3). Lorsque l'on considère les **écarts relatifs [2] de niveau de vie**, on constate que **le processus de convergence entre les pays méditerranéens et l'UE a quasiment stagné : en 1995, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat des européens était 3,8 fois supérieur au PIB par habitant des 7 partenaires méditerranéens. En 2017, ce rapport est de 3,1** (cf. graphique 1.4). La comparaison avec l'ensemble des pays à revenu comparable est édifiante. En 1995, le niveau de vie des européens était 5,8 fois plus élevé que celui des pays à revenu intermédiaire. En 2017, ce rapport est passé à 3,4 (plus bas que celui des MED7).

Graphique 1.2

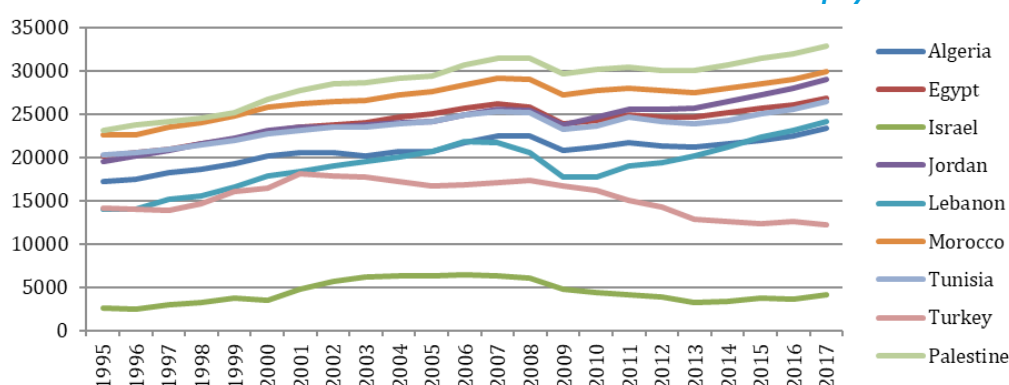
Evolution du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat par région entre 1995 et 2017



Source : WDI 2018, Banque Mondiale. Calculs réalisés par les auteurs.

Graphique 1.3

Evolution des écarts absolus* du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat entre l'UE et les pays méditerranéens

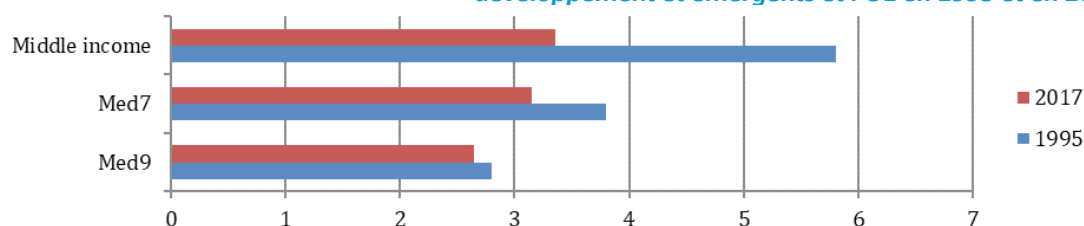


Source : WDI 2018, Banque Mondiale. Calculs réalisés par les auteurs.

* L'écart absolu correspond à la différence entre le niveau du PIB par habitant de l'UE et le PIB par habitant du pays concerné.

Graphique 1.4

Comparaison de l'écart relatif* du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat entre les pays en développement et émergents et l'UE en 1995 et en 2017



Source : WDI 2018, Banque Mondiale. Calculs réalisés par les auteurs.

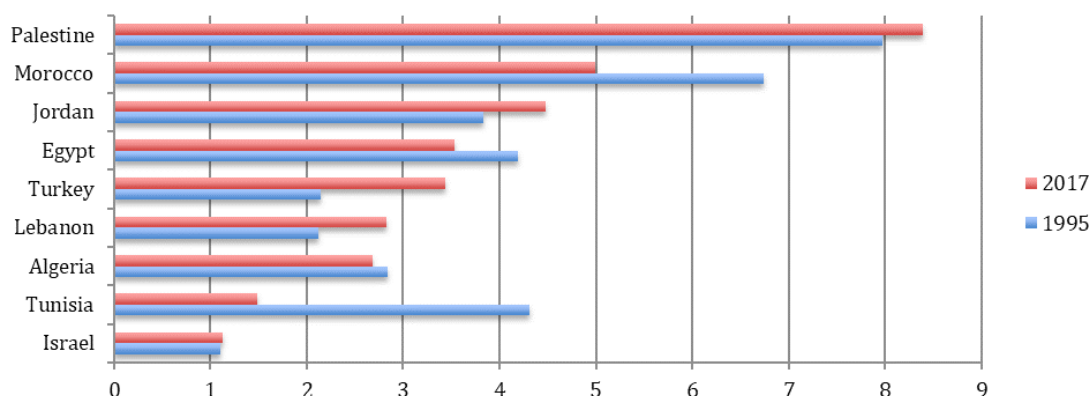
* L'écart relatif correspond au rapport entre le niveau du PIB de l'UE et le PIB du groupe de pays concernés.

Les Territoires Palestiniens, Le Liban et la Jordanie se sont même éloignés du niveau de vie européen (graphique 1.5). Les pays qui ont convergé vers le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat de l'UE sont la Turquie, la Tunisie, le Maroc, l'Egypte et l'Algérie.

I.3. Des taux de chômage encore très élevés

À l'exception d'Israël et du Liban, les taux de chômage des pays partenaires méditerranéens demeurent très élevés. En moyenne, **ce taux est de 12,4% en 2017**, alors qu'il est beaucoup plus bas dans les autres régions en développement : 4,1% dans les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, 8,3%

Graphique 1.5.
Comparaison de l'écart relatif* du PIB en parité de pouvoir d'achat par habitant entre les pays méditerranéens et l'UE en 1995 et en 2017



Source : WDI 2018, Banque Mondiale. Calculs réalisés par les auteurs.

* L'écart relatif correspond au rapport entre le niveau du PIB de l'UE et le PIB du pays concerné.

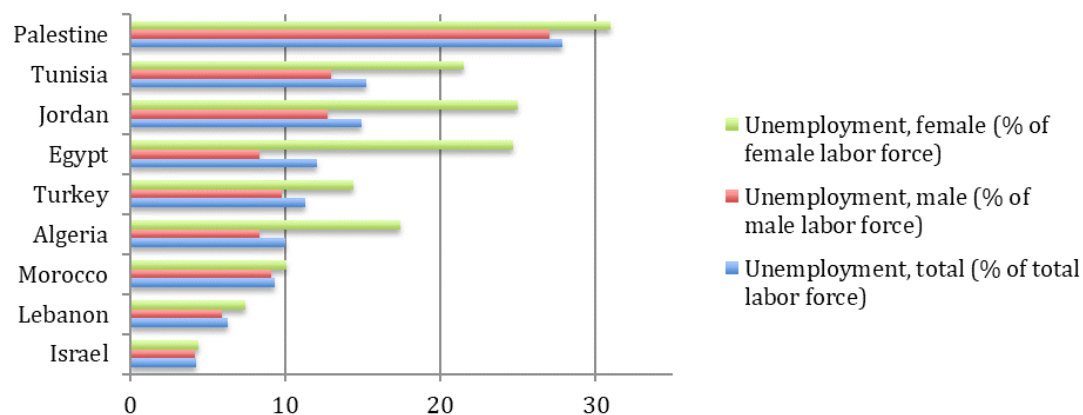
en Amérique Latine et les Caraïbes, 7,4% en Europe et Asie Centrale, 7,3% en Afrique Sub-Saharienne, et seulement 5,5% pour l'ensemble des pays à revenu intermédiaire (graphiques 1.6 et 1.7)

De plus, **les pays méditerranéens se distinguent par des taux de chômage des femmes particulièrement hauts** (17,3% en moyenne pour les MED9, 24,7% pour l'Egypte, 31% pour les Territoires Palestiniens et 25% pour la Jordanie). Dans tous les pays méditerranéens le taux de chômage des femmes dépasse le taux de chômage de l'ensemble de la population active.

Pour avoir une vision plus juste de la situation du marché du travail, ces taux de chômage doivent être complétés par les taux de participation [3] qui indiquent la proportion de personnes qui sont, soit en situation de travail, soit en situation de chômage, dans la population totale en âge de travailler. Ces taux de participation par pays partenaires méditerranéens (graphique 1.8) et par région (graphique 1.9) sont présentés pour l'ensemble de la population et par genre.

Il est frappant de constater qu'à l'exception d'Israël, **les taux de participation des pays méditerranéens sont particulièrement bas. Ce taux est**

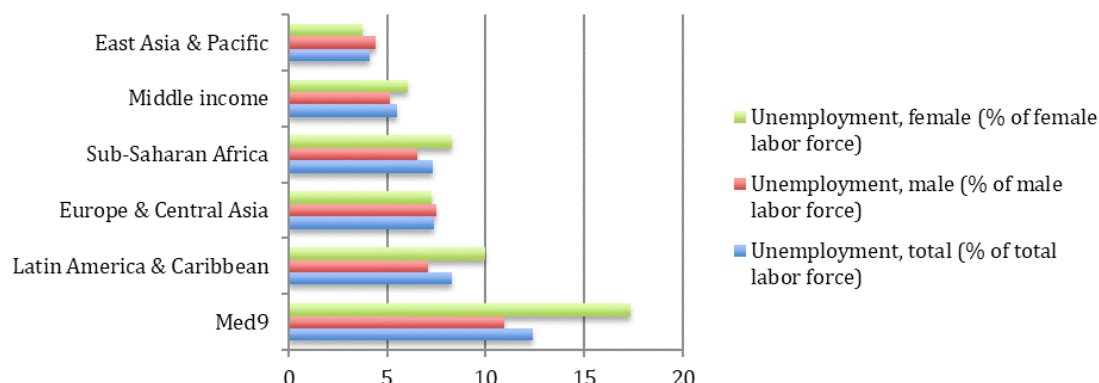
Graphique 1.6.
Taux de chômage total et par genre dans les pays partenaires méditerranéens en 2017 (estimations du BIT)



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

Graphique 1.7

Comparaison du taux de chômage total et par genre entre régions en développement en 2017
(estimations du BIT)

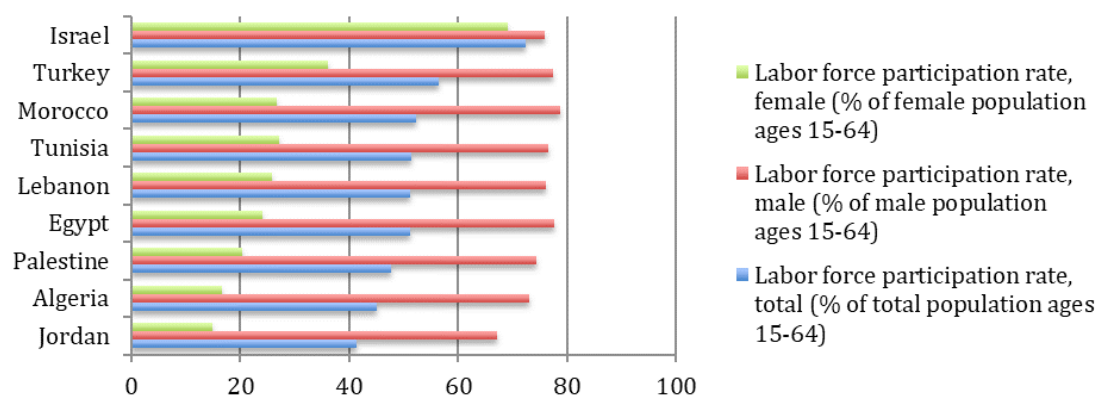


Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

MED9 : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie et Territoires Palestiniens.

Graphique 1.8.

Taux de participation total et par genre dans les pays partenaires méditerranéens en 2017
(estimations du BIT)



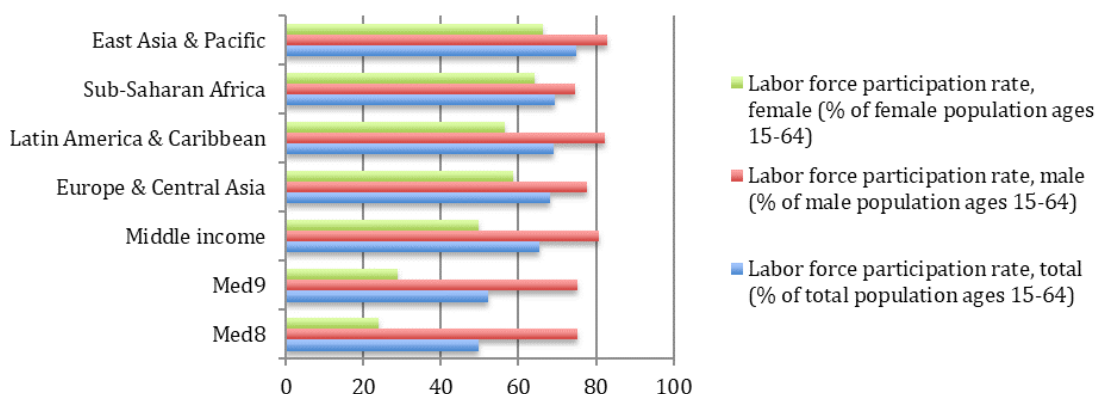
Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

en moyenne, pour les MED9, de 52,2%, contre 65,4% pour l'ensemble des pays à revenu intermédiaire, 74,7% pour les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, 69,4% pour l'Afrique Sub-Saharienne, 69,2% pour l'Amérique Latine et 68% pour l'Europe et Asie centrale. Entre les pays méditerranéens, ces taux de participation sont assez homogènes puisqu'ils sont compris entre 56,5% pour la Turquie et 41,4% pour la Jordanie.

Les taux de participation des hommes sont en moyenne un peu plus faibles pour les pays méditerranéens que pour les autres régions en développement (75,3% pour les MED9 contre 80,7% pour l'ensemble des pays à revenu moyen), **mais les pays méditerranéens sont surtout caractérisés**

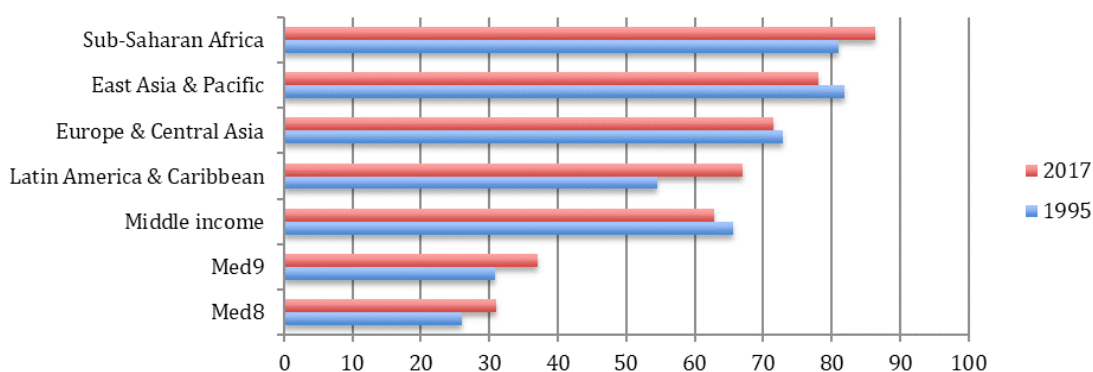
sés par des taux de participation des femmes extrêmement bas. Il est de 29% pour les MED9 et, même de 24% sans Israël, alors que pour l'ensemble des pays à revenu intermédiaire, le taux de participation des femmes est de 49,7% (66,2% pour l'Asie de l'Est et Pacifique, 64,3% pour l'Afrique Sub-Saharienne, 58,8% pour l'Europe et Asie Centrale et 56,5% pour l'Amérique Latine). On constate donc **qu'en matière de taux de participation des femmes, l'écart entre les pays méditerranéens et les autres régions en développement est considérable**. On peut visualiser également cet écart en calculant le ratio de la population active [4] féminine sur la population active masculine. Le graphique 1.10 montre que les partenaires méditerranéens se démarquent

Graphique 1.9.
Comparaison des taux de participation, total et par genre, entre régions en développement en 2017
(estimations du BIT)



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

Graphique 1.10.
Ratio de la population active féminine sur la population active masculine en 1995 et en 2017
(estimations du BIT)



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

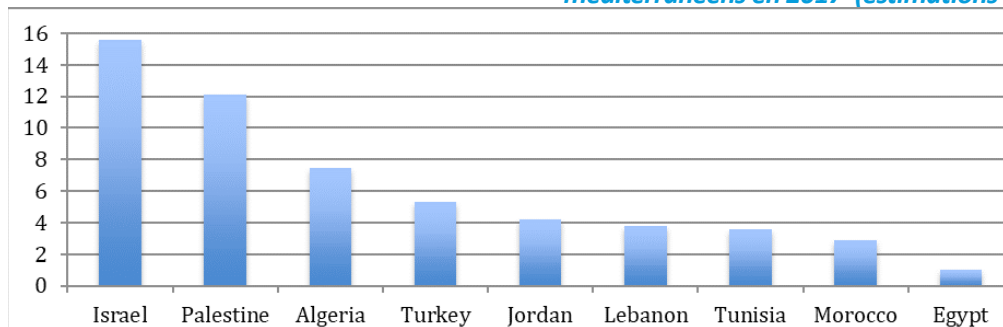
Med8 sans Israël : Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie et Territoires Palestiniens.

fortement des autres régions en développement avec un ratio moyen très bas (31%[5] -sans Israël-, contre 62,8% pour l'ensemble des pays à revenu à revenu intermédiaire, 86,3% pour l'Afrique Sub-Saharienne, 78,1% pour l'Asie de l'Est et Pacifique, 71,5% pour l'Europe et Asie Centrale et 66,9% pour l'Amérique Latine et Caraïbes). L'Algérie (22,6%), les Territoires Palestiniens (27,2%) la Jordanie (21,9%) et l'Egypte (30,1%) ont des ratios inférieurs à la moyenne des pays méditerranéens, le Liban (32,6%), le Maroc (33,7%) et la Tunisie (34,4%) sont à peine au dessus de cette moyenne, viennent ensuite la Turquie (45%) et enfin Israël dont le ratio est presque 4 fois plus élevé que celui de l'Algérie (graphique 1.11).

Deux autres caractéristiques du marché du travail des pays méditerranéens sont les niveaux élevés du chômage des jeunes et du chômage des diplômés.

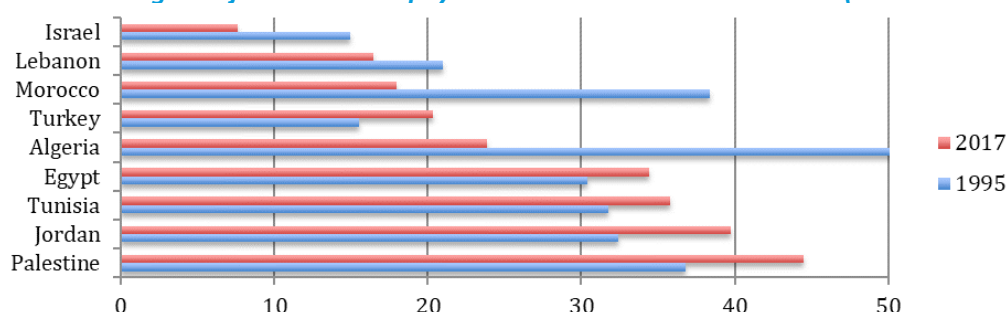
Concernant le taux de chômage des jeunes, les pays les plus fortement touchés sont les Territoires Palestiniens (44%), la Jordanie (40%), la Tunisie (36%) et l'Egypte (34%) (graphique 1.12). **La moyenne des pays méditerranéens, qui s'élève à 27%, se situe largement au-dessus de celle des autres régions en développement** (de 11% pour les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique à 18,5% pour les pays d'Amérique Latine et Caraïbes) (graphique 1.13). Si entre 1995 et 2017, en moyenne, le taux de chômage des jeunes n'a

Graphique 1.11.
Ratio de la population active féminine sur la population active masculine par pays partenaires méditerranéens en 2017 (estimations du BIT)



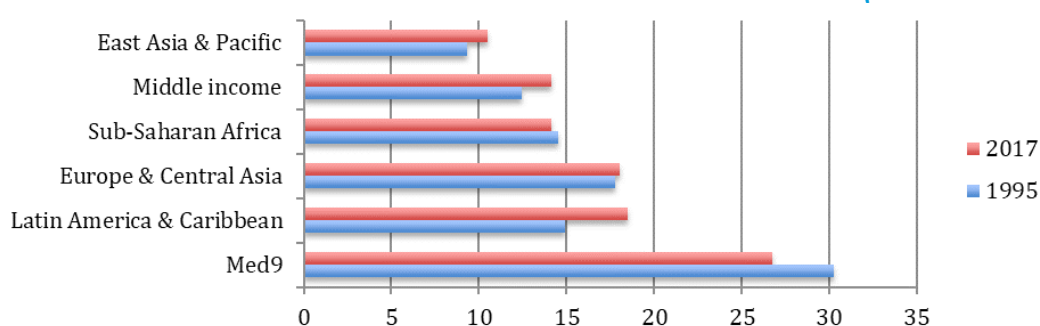
Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

Graphique 1.12.
Taux de chômage des jeunes dans les pays méditerranéens en 1995 et 2017 (estimations du BIT)



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

Graphique 1.13.
Comparaison des taux de chômage des jeunes entre régions en développement en 1995 et 2017 (estimations du BIT)



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

MED9 : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie et Territoires Palestiniens.

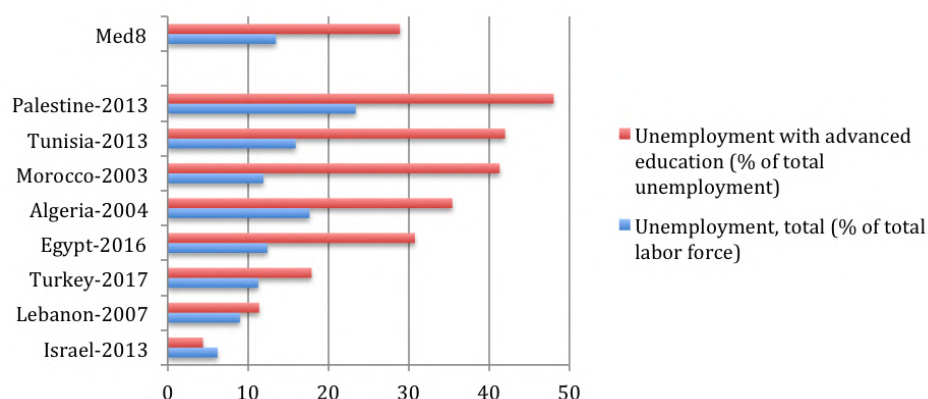
quasiment pas bougé (il a reculé de seulement 4 points de pourcentage en 20 ans), en revanche, entre pays méditerranéens, ces évolutions sont assez hétérogènes. Ce taux de chômage des jeunes a reculé significativement en Algérie (-27 points de pourcentage) et au Maroc (-20 points), il a augmenté dans les Territoires Palestiniens (+8 points de pourcentage), en Jordanie (+7 points),

en Turquie (+5 points), en Tunisie et en Egypte (+4 points pour ces deux pays).

Le taux de chômage des diplômés est moins bien renseigné, d'abord parce que la moyenne des autres régions en développement n'est pas disponible, ensuite parce que pour les pays méditerranéens, les données disponibles ne sont pas

Graphique 1.14.

Taux de chômage des diplômés dans les pays méditerranéens mis en perspective avec le taux de chômage total, pour l'année la plus récente*



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

MED8 : Algérie, Egypte, Israël, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie et Territoires Palestiniens (Les données pour la Jordanie ne sont pas disponibles).

Remarque : Le niveau "Advanced education" correspond aux études universitaires ainsi qu'à toutes les autres formations après le lycée.

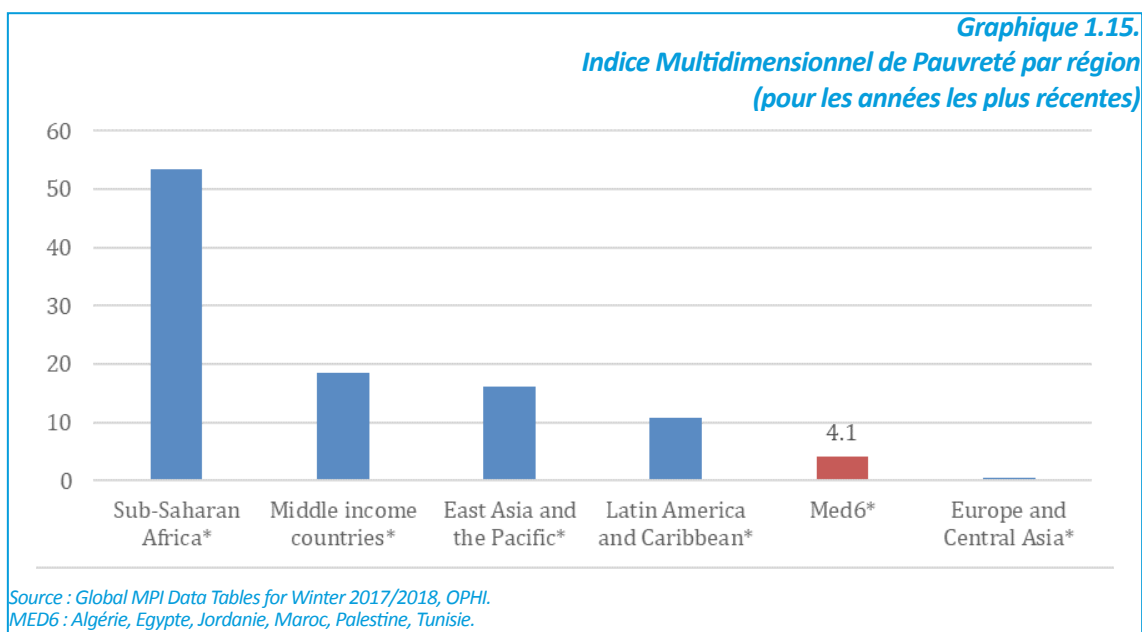
toujours récentes. Dans le graphique 1.14, on a mis en perspective le taux de chômage des diplômés (c'est à dire des personnes ayant suivi une formation dans le supérieur) pour l'année disponible la plus récente (propre à chaque pays et précisée dans le graphique), avec le taux de chômage global pour cette même année. Avec une moyenne régionale de 29%, on constate que **le taux de chômage des diplômés représente plus du double de celui de l'ensemble de la population**. Ce taux de chômage des diplômés s'élève à **48% en Palestine, 42% en Tunisie, 41,2% au Maroc, 35,4% en Algérie, 30,8% en Egypte, 18% en Turquie et 11,4% au Liban**. C'est seulement en Israël qu'il est proportionnellement inférieur au taux de chômage global : en 2013 (dernière année disponible) le taux de chômage des diplômés était de 4,4%, alors que le taux de chômage global était de 6%.

I.4. Des niveaux de pauvreté plus bas que les pays comparables mais qui n'ont pas reculé partout

Comme le montre l'Indice Multidimensionnel de Pauvreté [6] évalué pour la région à 4,1 contre 18,6 pour l'ensemble des pays à revenu comparable (cf. graphique 1.15), les pays méditerranéens ont à leur actif des taux de pauvreté plus faibles que ceux de l'ensemble des autres

pays en développement et émergents. Les progrès réalisés dans ce domaine au cours de ces 20 dernières années ont été considérables. Ils sont le résultat du modèle de développement mis en place dans tous ces pays dans les années 70, que l'on a qualifié de "contrat social" ou "d'arrangement autoritaire" (Yousef, 2004) et qui a consisté à faire accepter le manque de liberté individuelle et d'expression de la société civile par une sorte de protection économique et sociale de la population, (i) en créant un grand nombre d'emplois publics (l'Etat est devenu le principal employeur du secteur formel), (ii) en offrant un accès gratuit aux soins de santé et d'éducation, (iii) en investissant dans les infrastructures et (iv) en subventionnant les produits alimentaires de base et le carburant.

Des millions de personnes dans le monde arabe sont ainsi sortis de la grande pauvreté. **La part de la population en situation de pauvreté extrême est tombée à 0,9%, alors que celle de l'ensemble des pays à revenu intermédiaire est encore de 7,7% (cf. graphique 1.16). On constate toutefois que la part de la population pauvre, mesurée à partir des seuils nationaux de pauvreté spécifiques à chaque pays, a augmenté au cours de ces dernières années dans deux pays méditerranéens : en Egypte, très fortement puisque le**

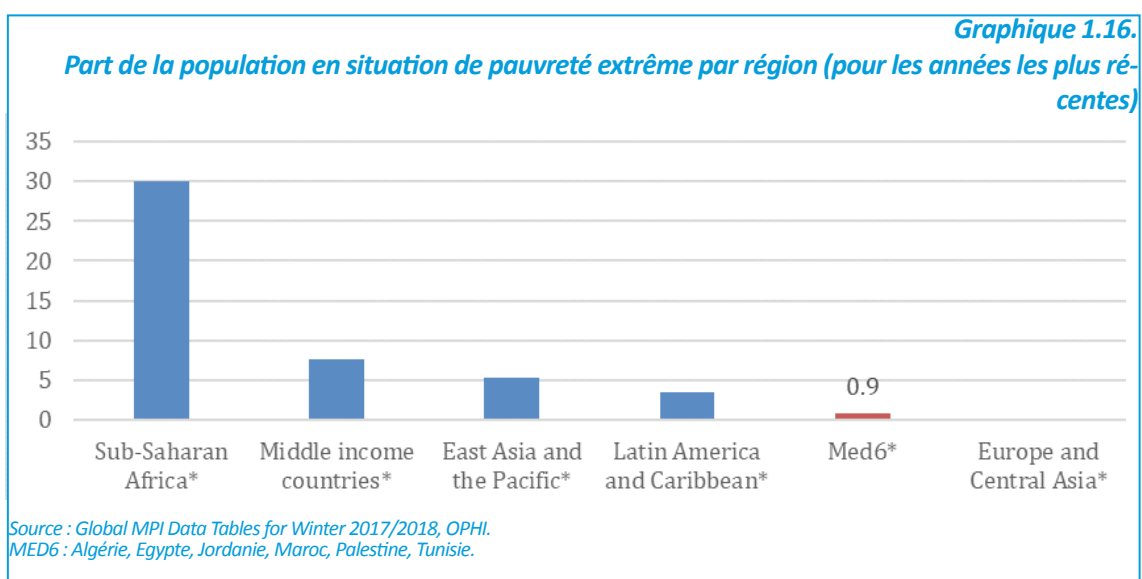


taux de pauvreté est passé de 16,7% en 1999 à 27,8% en 2015 et plus légèrement dans le cas de la Jordanie, où le taux de pauvreté est passé de 13,3% en 2008 à 14,4% en 2010. Dans les autres pays méditerranéens pour lesquels les données existent, la part des personnes pauvres dans la population totale a baissé (graphique 1.17).

De plus, les niveaux de pauvreté des pays de la région et leur répartition urbain-rural sont très hétérogènes. **En utilisant toujours les seuils nationaux de pauvreté, trois ont une part de population pauvre supérieure à 25% (Liban, Palestine et Egypte), deux sont autour de 15%**

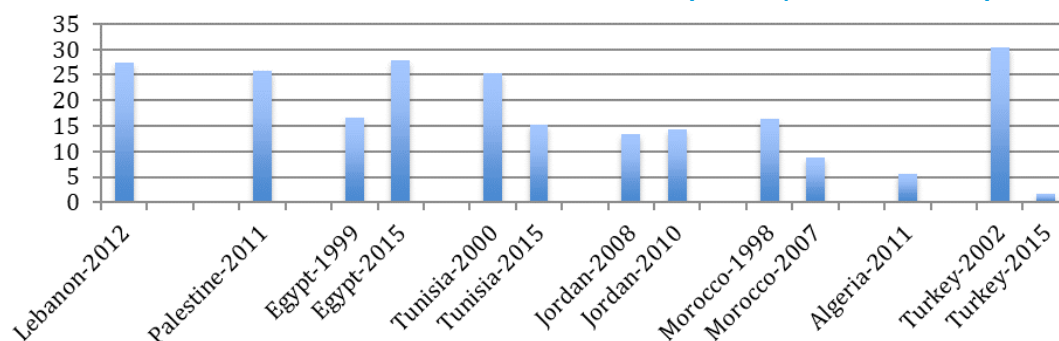
(Tunisie et Jordanie), le Maroc et l'Algérie ont des parts respectivement de 9% et 5,5% tandis que cette part est descendue à 1,6% en Turquie.

Pour la plupart d'entre eux, les taux de pauvreté en milieu rural sont plus élevés qu'en milieu urbain. Les écarts les plus importants sont enregistrés en Egypte (32,3% en milieu rural, 15,3% en milieu urbain), au Maroc (14,4% contre 4,8%) et en Turquie (5,1% contre 0,6%). En Jordanie, l'écart n'est que de 3 points de pourcentage (16,8% contre 13,9%). En revanche, en Palestine, c'est dans le milieu urbain que le taux de pauvreté est plus élevé



Graphique 1.17.

Part de la population pauvre en pourcentage de la population totale pour la première et dernière année disponible (seuil national de pauvreté*)

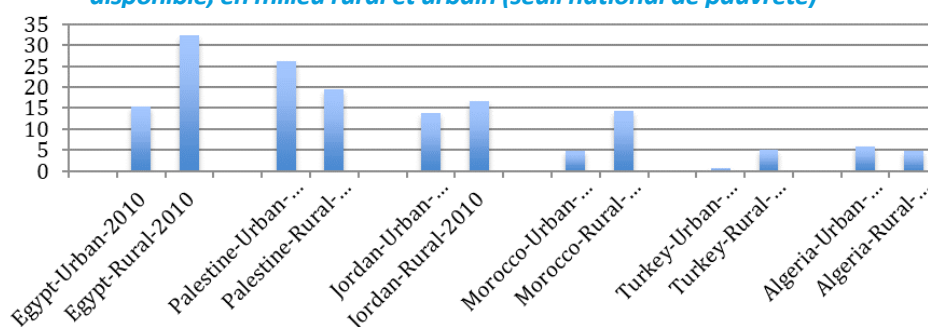


Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

* Les seuils nationaux de pauvreté sont calculés à partir de l'évaluation monétaire d'un panier de biens minimums pour vivre (nouritures et dépenses hors nouritures).

Graphique 1.18.

Part de la population pauvre en pourcentage de la population totale pour la dernière année disponible, en milieu rural et urbain (seuil national de pauvreté)



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

(19,4% en milieu rural contre 26,1% en milieu urbain, cf. graphique 1.18).

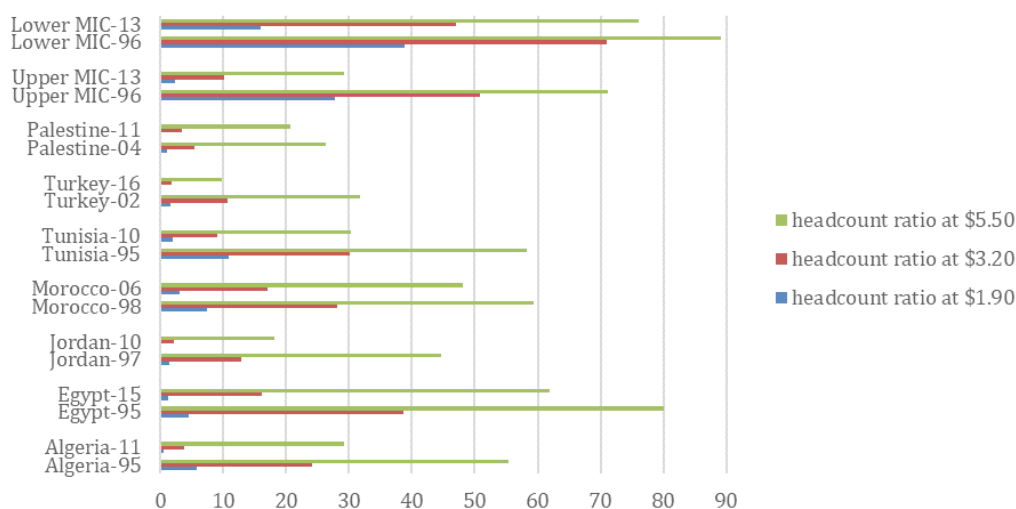
L'utilisation des seuils définis au niveau international (graphique 1.19) donne des parts de pauvreté très différentes comparées à celles obtenues sur la base des seuils nationaux [7]. Deux constats se dégagent de ce graphique. Le premier est que, quelque soit le niveau des seuils internationaux, la proportion de pauvre a diminué pour chacun des pays méditerranéens. Cette réduction de la pauvreté a été significative en Tunisie, au Maroc et en Algérie, où, mesurée au seuil de 3,20 \$ par jour, elle est passée respectivement de 30,1% en 1995 à 9,1% en 2010, de 28,2% en 1998 à 17% en 2006, et de 24,1% en 1995 à 3,9% en 2011. Le second constat est que la proportion de la population

des pays méditerranéens considérée comme pauvre (soit au seuil de 1,9\$, soit au seuil de 3,2\$) est plus faible que celle que l'on peut observer dans les pays comparables en développement ou émergents.

Une dimension importante à considérer lorsque l'on traite la question de la pauvreté est celle de la vulnérabilité des populations. Elle correspond à la proportion des individus qui vivent près du seuil de pauvreté, autrement qui ne sont pas considérées comme pauvres mais qui pourraient le devenir au moindre choc, que ce dernier soit de nature exogène (politique, environnemental, économique, climatique, etc.) ou propre à l'individu (maladie, manque de travail, etc.). Pour évaluer le niveau de vulnérabilité des pays, nous avons sorti la part de la population

Graphique 1.19.

Part de la population pauvre en pourcentage de la population totale pour la première et dernière année disponible (seuils internationaux de pauvreté à 1,90\$, 3,20\$ et 5,50\$ par jour)



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

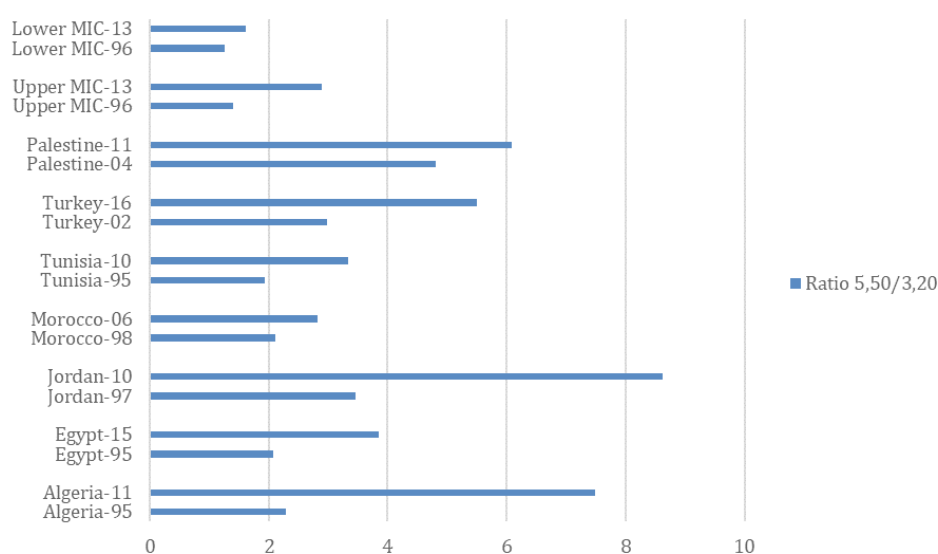
qui vit avec moins de 5,5\$ par jour, puis nous avons calculé le ratio de cette part sur celle de la population vivant sous le seuil de 3,20\$ (graphique 1.20).

Même si la part de la population vivant sous le seuil de 5,5\$ par jour est élevée (30% environ pour la Tunisie et l'Algérie, 48% au Maroc et jusqu'à 62% en Egypte), partout, cette part a

baissé. Mais le point important est que la baisse de cette part a été beaucoup moins forte relativement à celle de la part de la population vivant sous le seuil de 3,20\$. En conséquence, notre indicateur de vulnérabilité (à savoir le ratio part de la population sous le seuil de 5,5\$ sur part de la population sous le seuil de 3,2\$) s'est accru pour tous les pays ou groupes de pays. Comparé à l'ensemble des pays en développement ou

Graphique 1.20.

Indicateur de vulnérabilité à la pauvreté* pour la première et dernière année disponible



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

* Notre indicateur de vulnérabilité à la pauvreté correspond au ratio part de la population sous le seuil de 5,5\$ / part de la population sous le seuil de 3,2\$.

émergents, c'est dans les pays med que cette vulnérabilité à la pauvreté a le plus augmenté.

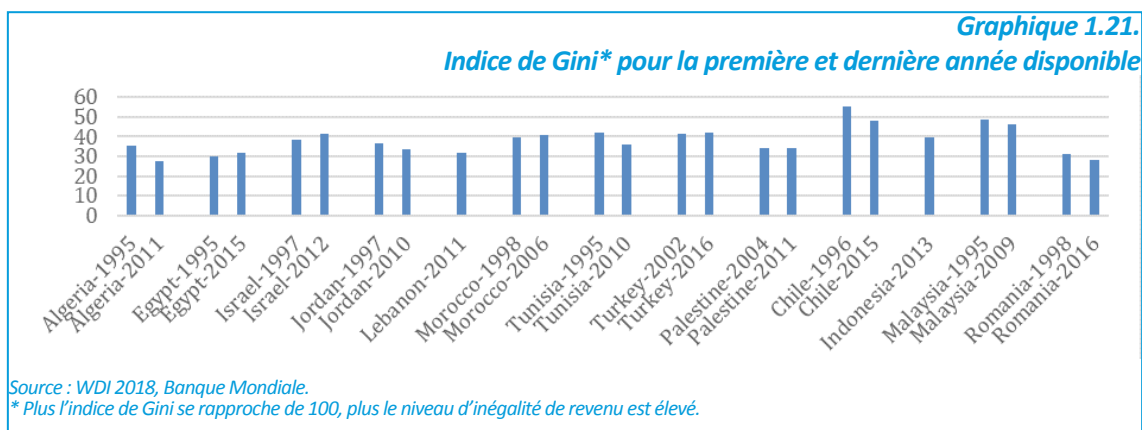
I.5. Des niveaux d'inégalités relativement faibles mais des facteurs d'iniquité qui s'accroissent

Les pays méditerranéens ont des niveaux d'inégalités généralement inférieurs à ceux des autres pays en développement et émergents, avec là encore des différences marquées entre eux, puisque, comme on peut le voir sur le graphique 1.21, le coefficient de Gini [8] est compris entre 27,6 pour l'Algérie et 41,9 pour la Turquie. Il a baissé dans seulement 3 pays (Algérie, Jordanie et Tunisie), il est resté à peu près stable pour le Maroc, la Turquie et la Palestine et a légèrement augmenté en Israël et en Egypte. Le rapport entre les revenus des 20% les plus riches et les revenus des 20% les plus pauvres, confirme **une répartition de la richesse créée plus égalitaire dans la région Med que dans les autres pays à revenu comparable**. Les pays méditerranéens pour lesquels le niveau d'inégalité est le plus élevé sont Israël (les 20% les plus riches gagnent presque 10 fois plus que les 20% les plus pauvres), la Turquie (avec un ratio de 8,5), suivi du Maroc (ratio de 7,4) et de la Tunisie (ratio de 6,4).

Au delà des différences de richesses ou de revenus (ou encore de dépenses), qui relèvent de ce que l'on appelle les inégalités verticales, le sentiment d'inégalité ou d'iniquité des populations

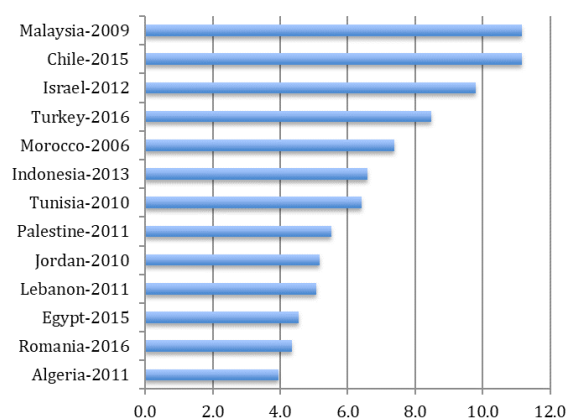
peut être alimenté par d'autres facteurs dont les effets peuvent être plus dommageables encore sur la stabilité et l'équilibre des sociétés. Dans les pays méditerranéens, l'émergence de ces facteurs d'iniquité est liée à l'effritement de l'ancien contrat social qui n'est plus du tout soutenable : les services publics se sont considérablement dégradés, les subventions sur les biens alimentaires et le carburant ont été réduites et, surtout, l'Etat ne peut plus embaucher, ce qui réduit de plus en plus fortement les opportunités d'emplois, en particulier pour les jeunes.

Une des principales manifestations de la dégradation des services publics est la forte baisse de la qualité dans le domaine de la santé et de l'éducation. Dans la région, plus de 49% de la population déclarent être insatisfaits ou très insatisfaits du système éducatif. Cette proportion s'élève à 56% concernant les services de santé (graphique 1.23). La population égyptienne est la plus revendicative (avec environ 72% d'insatisfaits aussi bien concernant l'éducation que la santé), suivie de l'Algérie (62% environ d'insatisfaits dans chacun des deux domaines), du Maroc (56% vis à vis de l'éducation et 71% vis à vis de la santé), de la Tunisie (58% vis à vis de l'éducation et 60% vis à vis de la santé), de la Palestine (51% vis à vis de l'éducation et 49% vis à vis de la santé) et du Liban où la population est insatisfaite essentiellement vis à vis du système de santé (avec une part de population insatisfaite d'environ 60%). Les résultats des dernières vagues d'enquêtes du Ba-



romètre Arabe sont cohérents avec les témoignages et les constats rapportés dans la littérature. Selon un rapport de la Banque Mondiale de 2013, une femme en Egypte déclarait “vous pouvez aller au centre de santé privé et perdre votre argent ou aller au centre de santé public et perdre votre vie”. Lorsque les données existent, comme dans le cas de l’Egypte et du Maroc, les taux d’absentéismes des médecins dans les centres de santé s’élèvent entre 20 et 30% (Brixi et al., 2015). Les écoles manquent de fournitures de base, les médicaments sont très fréquemment en rupture de stock et les dispensaires sont souvent fermés faute de médecins présents sur leur lieu d’exercice. Dans le domaine de l’éducation, l’absentéisme des enseignants est également important. Les scores obtenus par les pays méditerranéens dans les évaluations internationales sur l’acquisition des connaissances et des compétences des élèves (comme par exemple PISA à l’initiative de OCDE) les positionnent généralement dans

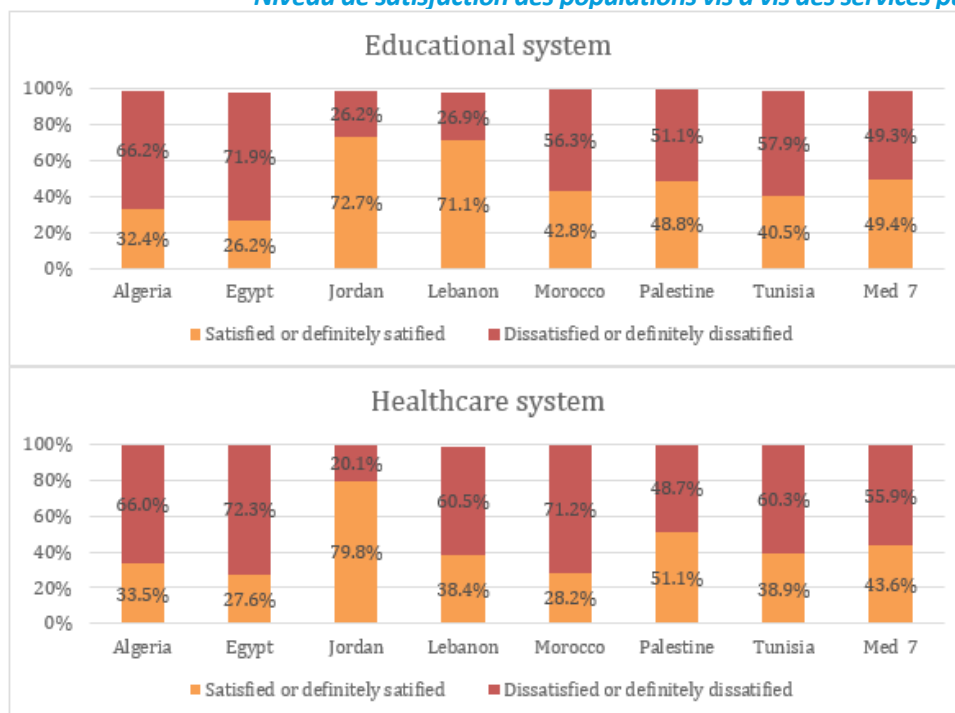
Graphique 1.22.
Rapport entre les revenus des 20% les plus riches et les revenus des 20% les plus pauvres pour la dernière année disponible



Source : WDI 2018, Banque Mondiale.

le bas des classements. Ces difficultés, aussi bien dans la santé que dans l’éducation, touchent plus encore les zones rurales pauvres. En résumé, les élèves sont mal formés et les personnes sont mal soignées. Face à cette situation, les populations n’ont pas d’autres choix que de se tourner vers le secteur privé dont les coûts peuvent être élevés. En Egypte, 70% des élèves ont recours à des cours privés (Dang et Rogers, 2008). Les familles choisissent, lorsque leur revenu le permet, des

Graphique 1.23.
Niveau de satisfaction des populations vis à vis des services publics



Source : Arab Barometer Wave IV (2016-2017).

écoles privées pour l'éducation de leurs enfants, ce qui désavantage encore plus les populations pauvres et ceux qui ne peuvent se faire soigner dans des structures privées, ce qui clive plus profondément les populations.

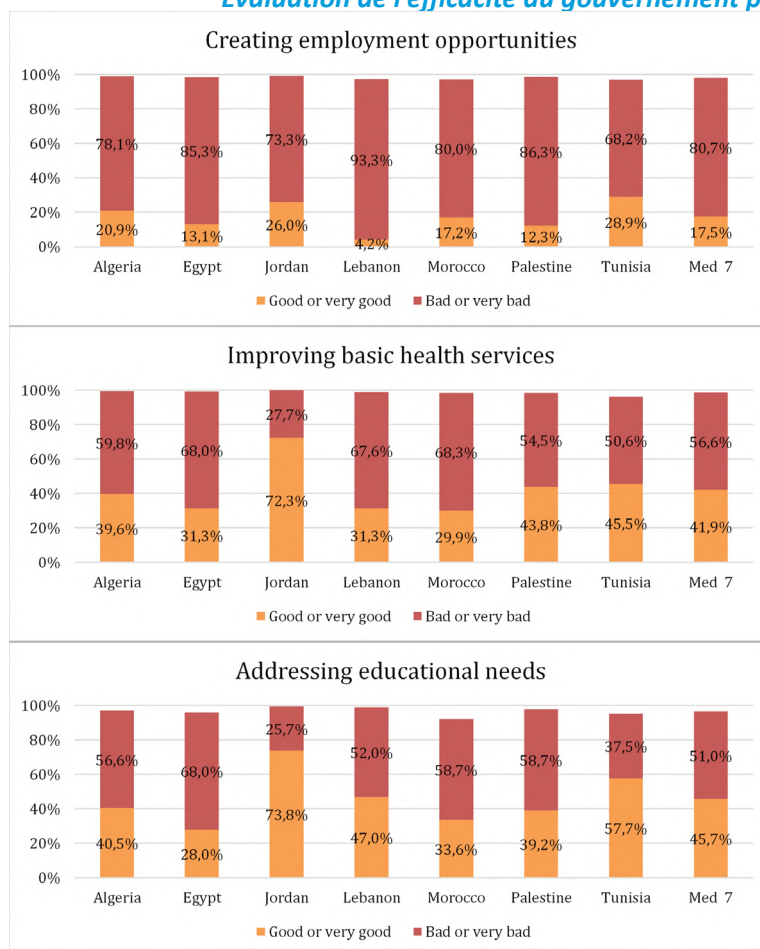
On sait depuis Sen (1999) que le développement doit avant tout viser à élargir les "possibilités" ou les "potentialités" ouvertes aux personnes pour mener l'existence qu'ils choisissent d'avoir. Le développement économique doit donc réduire les sources de "privations des potentialités" qui empêchent les personnes de pouvoir profiter de leurs qualités intrinsèques et des efforts qu'ils souhaitent déployer (investissement dans les études, travail, etc.) pour atteindre leurs objectifs ou tout simplement sortir de la pauvreté. Le manque d'accès à une

éducation de qualité et le manque d'accès aux soins de santé sont les deux principales sources de "privation des potentialités" puisqu'ils vont fermer toute possibilité à un individu de choisir sa vie. Les conditions d'accès à l'éducation et à la santé sont donc les piliers d'une société équitable. Il est clair que le manque d'accès à un emploi formel réduit également les opportunités qu'une économie doit offrir à ses populations. De plus, un pays qui n'élimine pas ou qui, du moins ne réduit pas les sources de privation des potentialités ou des opportunités, est un pays qui ne peut pas se développer de façon durable parce qu'il sous-utilise le capital humain d'une large partie de sa population.

Dans une société où les fondements de l'équité entre les personnes sont défendus, les iné-

Graphique 1.24.

Évaluation de l'efficacité du gouvernement par les populations



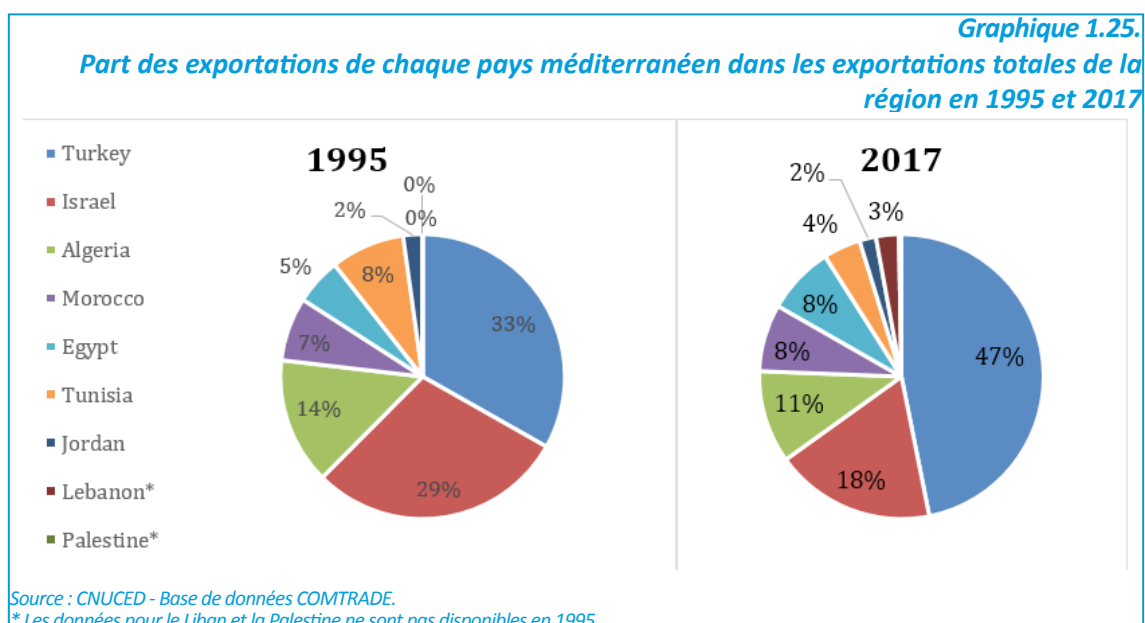
Source : Arab Barometer Wave IV (2016-2017)

galités de richesse peuvent être acceptables. En revanche les inégalités qui vont fermer la vie des individus en les empêchant de faire ce qu'ils souhaitent et d'utiliser leurs capacités propres et leurs qualités intrinsèques, ne sont pas acceptables et elles fragilisent les sociétés. Aussi, laisser s'installer ce type d'inégalités dans cette région déjà marquée par des conflits, des difficultés politiques et un risque de montée des extrémismes religieux, serait la pire des choses qui pourrait arriver aux pays méditerranéens. Les résultats des dernières enquêtes réalisées par le Baromètre Arabe sont en ce sens alarmants puisque 81% de la population de la région qualifient de "mauvaise" ou de "très mauvaise" l'efficacité des gouvernements à créer des opportunités d'emplois (graphique 1.24). Les répondants de l'enquête sont un peu sévères concernant l'efficacité des gouvernements en termes de réponse aux besoins éducatifs et d'amélioration des services de santé puisqu'ils sont 51% (pour l'éducation) et 57% (pour la santé) à la considérer comme "mauvaise" ou "très mauvaise". Clairement, l'accroissement du sentiment d'iniquité et une perte de confiance dans les services publics se répercutent (i) sur les institutions politiques, en les affaiblissant et, (ii) sur les décideurs, en leur faisant perdre de la crédibilité.

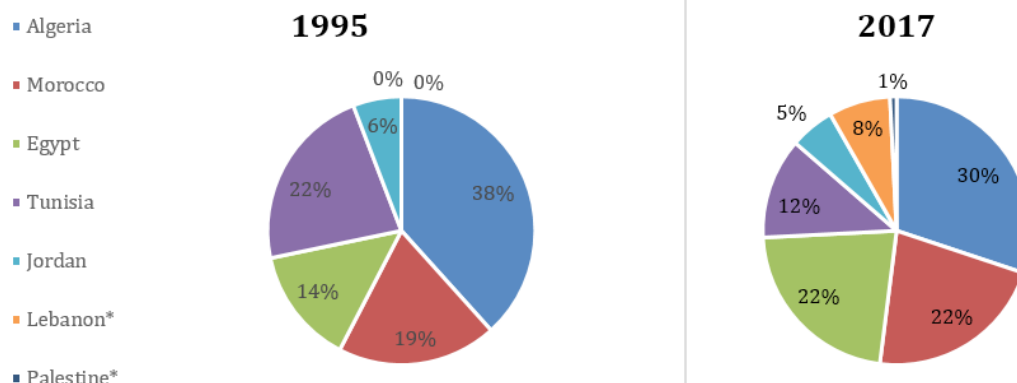
II. L'évolution des exportations méditerranéennes

II.1. Une composition des exports par pays peu équilibrée

La Turquie et Israël dominent largement les exportations régionales. A eux seuls, ils représentent en 2017 environ deux tiers des exportations méditerranéennes (leur part était de 62,5% en 1995). Le poids de la Turquie s'est considérablement accru, puisqu'il est passé de 33,2% en 95 à 47% en 2017 (graphique 1.25). Si l'on exclut ces deux pays (graphique 1.26), l'essentiel des échanges est réalisé par l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et l'Égypte. Les parts de l'Algérie et de la Tunisie ont diminué (passant respectivement de 38,3% à 30% et de 22,4% à 12% entre 1995 et 2017). Celles du Maroc et de l'Égypte ont augmenté (passant de 19% à 22% pour le Maroc et de 14% à presque 22% pour l'Égypte). La part de la Jordanie dans les exportations de la région (sans la Turquie et Israël) est restée à peu près stable (passant de 6% à 5%). Quant au Liban et à la Palestine, ils représentent respectivement 8% et 1% des exportations méditerranéennes (sans la Turquie et Israël).



Graphique 1.26.
Part des exportations de chaque pays méditerranéen dans les exportations totales de la région (sans la Turquie et Israël) en 1995 et 2017



Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

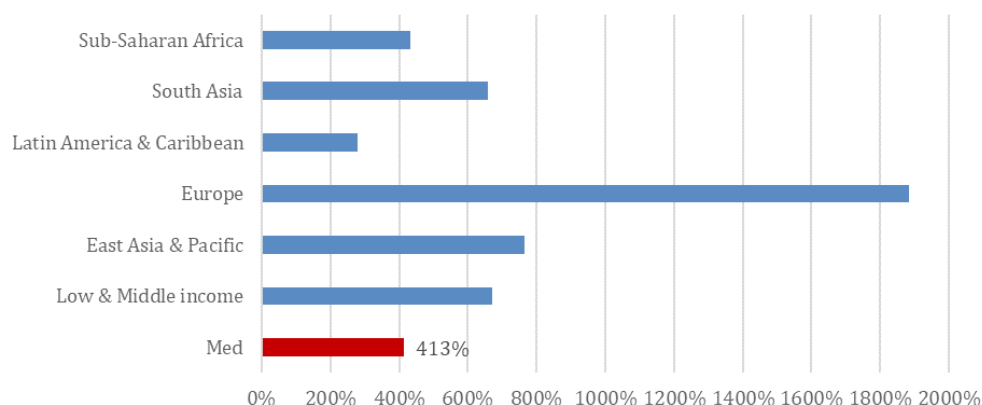
* Les données pour le Liban et la Palestine ne sont pas disponibles en 1995.

II.2. Des taux de croissances des exports relativement faibles

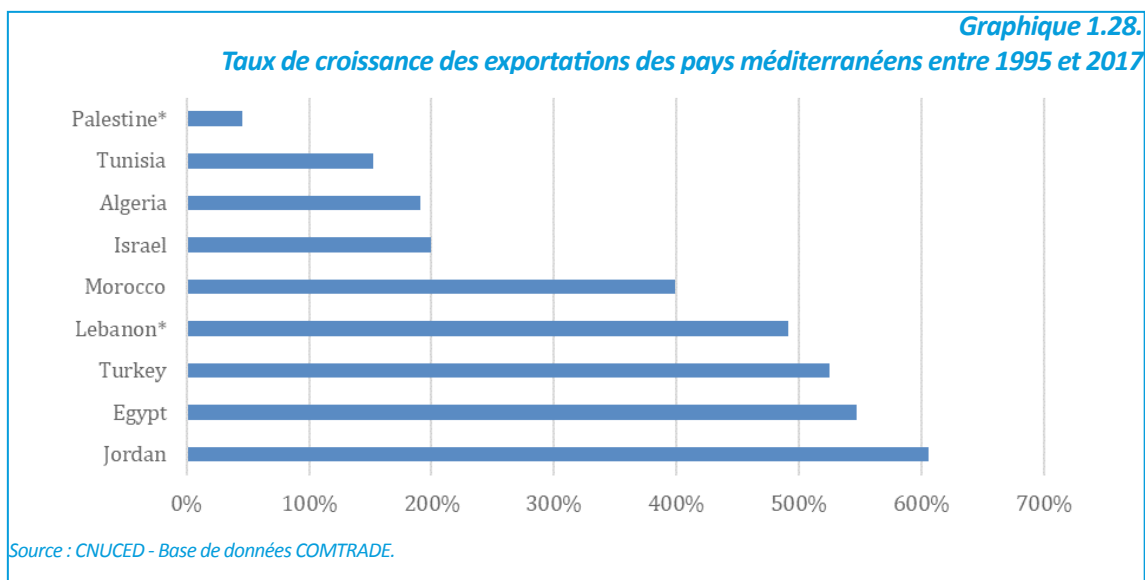
Les exportations de l'ensemble des pays méditerranéens ont augmenté d'environ 413% entre 1995 et 2017 (Graphique 1.27), ce qui est très en-dessous de l'ensemble des pays à revenu comparable (+672%), ainsi que des régions de l'Asie du Sud (+659%), de l'Asie de l'Est et Pacifique (+765%) et de l'Europe (+1884%). Les seules régions ayant fait moins bien sont l'Amérique Latine (+278%) et l'Afrique Subsaharienne (+432%).

Parmi les pays méditerranéens, quatre pays ont tiré ce taux de croissance des exportations de la région vers le haut (Graphique 1.28). Il s'agit de la Jordanie (600%), de l'Egypte (+550%), de la Turquie (+525%) et du Liban (+492%). Le taux de croissance de 400% des exportations marocaines entre 95 et 2017 est proche de la moyenne régionale. Les quatre autres pays ont fait moins bien que cette moyenne (200% pour Israël, 190% pour l'Algérie, 150% pour la Tunisie et 46% entre 2000 et 2017 pour les Territoires Palestiniens, les données pour ce pays n'étant pas disponibles avant).

Graphique 1.27.
Comparaison de l'évolution des exportations des pays méditerranéens avec des groupes de pays comparables entre 1995 et 2017



Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.



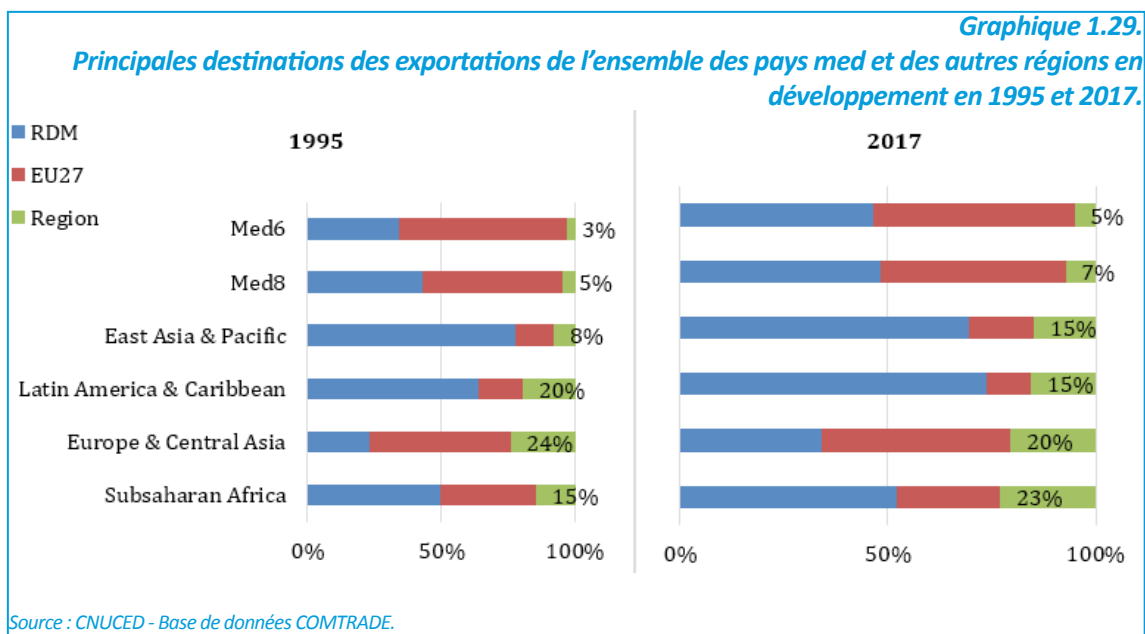
II.3. Des destinations qui évoluent, mais une intégration régionale toujours très faible

La répartition des exportations entre trois grandes destinations (l'UE, les pays de la Région et le Reste du Monde, graphique 1.29), montre deux principaux faits marquants.

- Le premier est que **la part des exportations méditerranéennes vers l'UE a reculé, entre 1995 et 2017**, de 8 points de pourcentage pour l'ensemble des pays med (passant de 53% à 45%) et de 14 points de pourcentage pour les pays med sans la Turquie et Israël (passant de 63% en 95 à 48% en 2017). Cette tendance concerne, avec plus ou moins d'ampleur, tous les pays med à l'exception du Maroc dont la part des exports à destination du marché européen est restée quasiment stable (passant de 63% en 95 à 66,5% en 2017, graphique 1.30). Le recul le plus marqué concerne le Liban (22 points de pourcentage) et l'Égypte (19 points de pourcentage). Deux pays (Algérie et Turquie) ont réduit la part de leurs exports destinées au marché européen d'environ 8 et 10 points de pourcentage. Le recul de la Jordanie, de la Tunisie et d'Israël se situe autour de 4 ou 5 points. En 2017, les parts d'exports des pays méditerranéens vers l'UE sont plus hétérogènes encore que ce qu'elles étaient en 1995. Ces parts sont

de 74% pour la Tunisie, 66,5% pour le Maroc, 58% pour l'Algérie, 48% pour la Turquie, 30% pour Israël, 29% pour l'Égypte, 3,7% pour le Liban et 2,8% pour la Jordanie.

- Le second est que **ce recul relatif des exportations vers l'UE n'a pas réellement profité à l'intégration régionale. La part des exports des pays med destinée à la région n'a augmenté que de 2,7 points de pourcentage entre 1995 et 2017**. En revanche, la part destinée au Reste du Monde a augmenté de 6 points de pourcentage pour l'ensemble des pays med et de 12,6 points de pourcentage pour les pays med sans Israël et la Turquie. Au total, **en 2017, les échanges régionaux ne représentent que 7% de leurs exportations et 5% seulement si on exclut Israël et la Turquie**. Dans les autres régions en développement, ces parts d'échanges régionaux dans le total de leurs exports sont beaucoup plus élevés : 23% pour l'Afrique Sub-Saharienne, 20% pour les pays européens en développement, 15,5% pour les pays d'Amérique Latine et 15% pour l'Asie de l'Est. De plus, pris individuellement, aucun pays med n'a significativement réorienté ses exports vers le marché régional, puisque l'augmentation de cette part régionale dans chacun de leur export oscille entre 1,2 points de pourcentage pour Israël et 5,5 points de pourcentage pour l'Égypte.

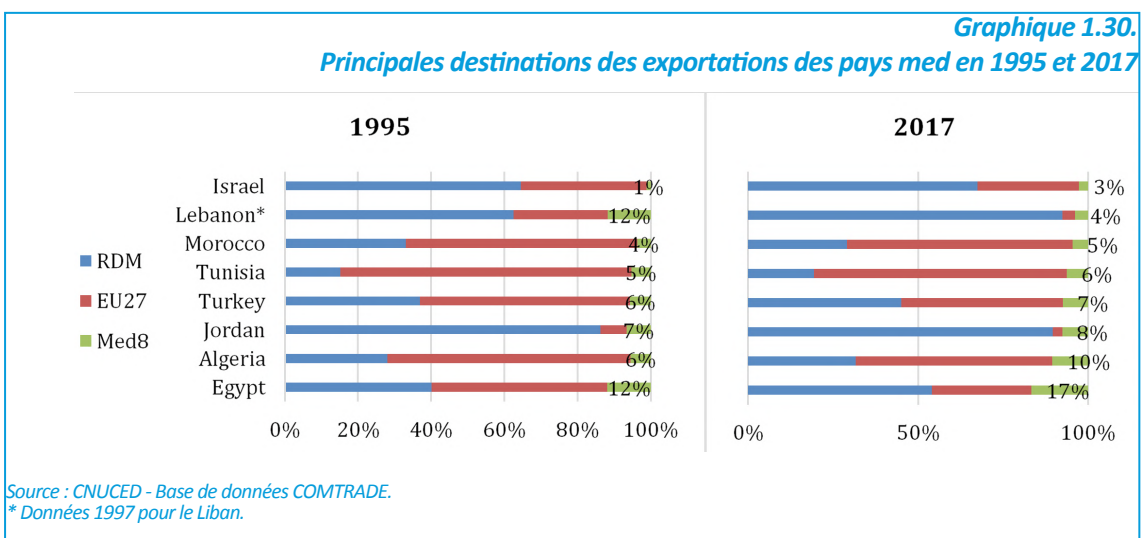


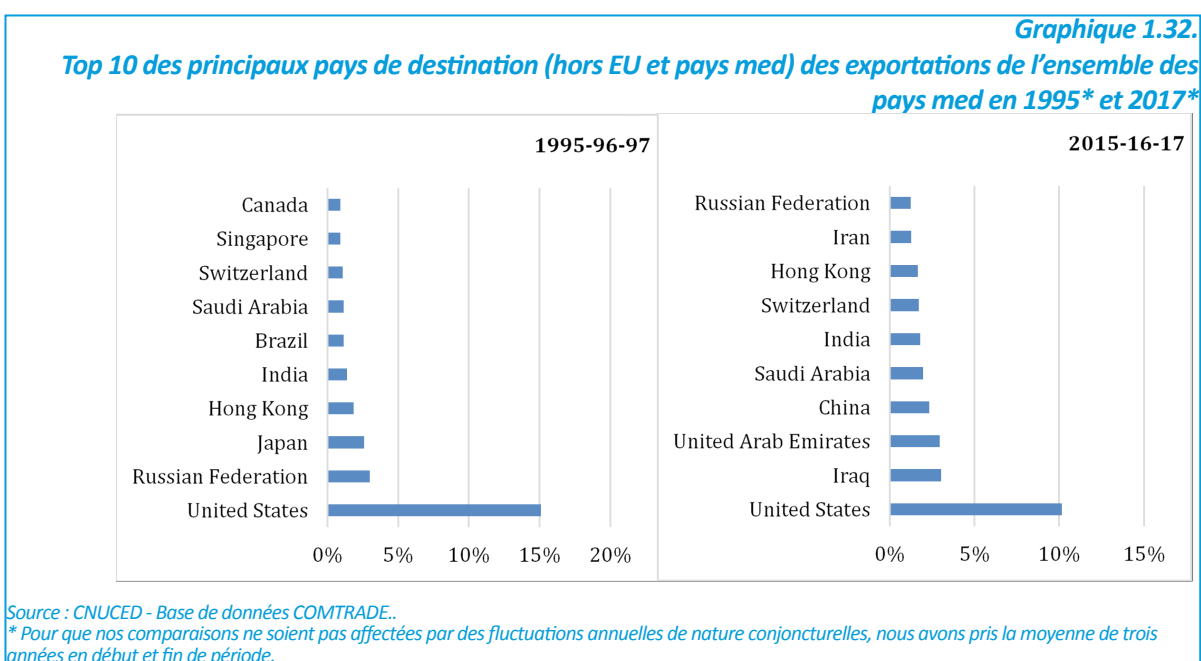
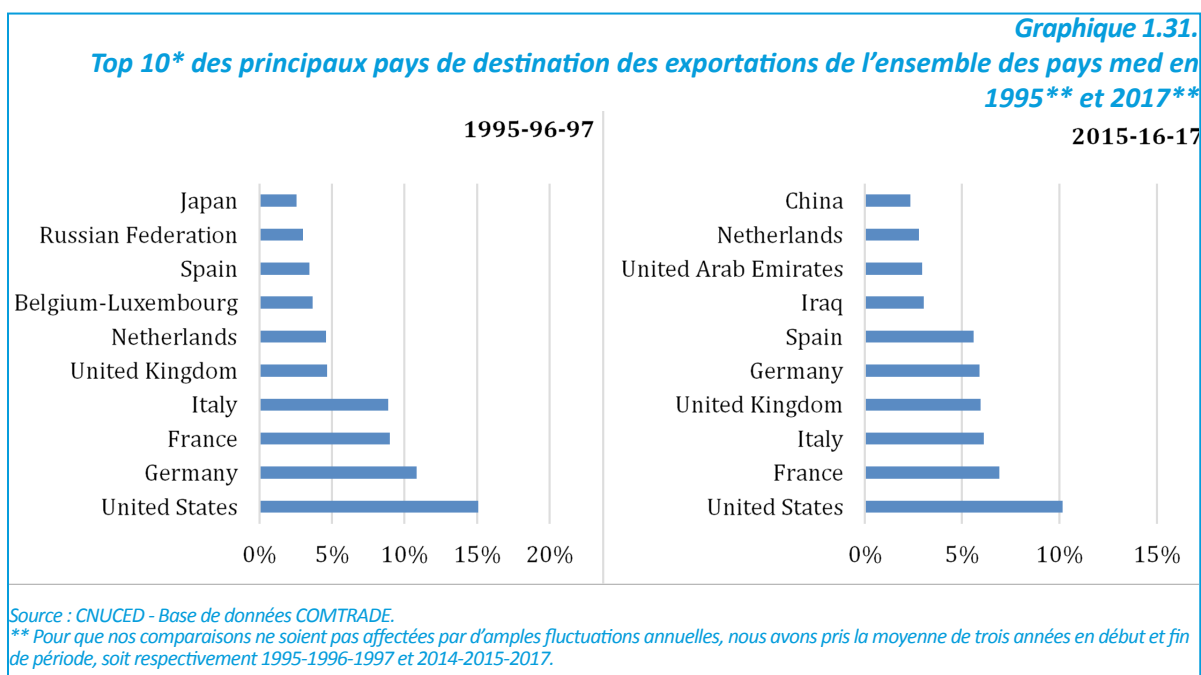
Notons que nous n'avons pas pris en compte la Palestine (qui représente, comme on l'a vu, moins de 1% des exportations de la région), dans la mesure où plus de 80% des exportations palestiniennes vont en Israël.

Les principaux pays partenaires à l'export des pays med ont peu changé entre 1995 et 2017 (graphique 1.31). Les quatre plus importants marchés sont restés les Etats-Unis, la France, le Royaume Uni et l'Italie. Dans le top 10 des principales destinations en 2017, 7 pays étaient déjà présents dans le top 10 en 1995. Il s'agit uniquement de pays européens : aux trois pays européens précé-

dents cités, s'ajoutent l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne. Entre 1995 et 2017, trois pays sont sortis (Belgique, Japon et Russie) et ont été remplacés par l'Iraq, Les Emirats Arabes Unis et la Chine. Cette structure des destinations est toutefois plus équilibrée en 2017 qu'en 1995 : d'une part, les parts de chaque pays partenaire du top 10 des destinations en 2017 sont plus homogènes et, d'autre part, le top 10 en 95 représentait 66% des exportations totales contre 52% en 2017.

Si l'on se concentre sur le Reste du Monde (graphique 1.32), même si l'on retrouve en 2017, six pays qui étaient déjà présents dans le top 10 en





1995 (à savoir, les Etats-Unis, la Russie, l'Arabie Saoudite, Hong Kong, la Suisse et l'Inde) et que seulement quatre nouveaux entrants (l'Iran, l'Iraq, les Emirats Arabes Unis et la Chine) ont remplacé les quatre pays sortants (le Japon, le Canada, Singapour et le Brésil), la composition des pays du Reste du Monde destinataires des exports méditerranéennes s'est davantage modifiée : alors qu'en 1995, les quatre plus importants marchés étaient les Etats Unis, la Russie, le

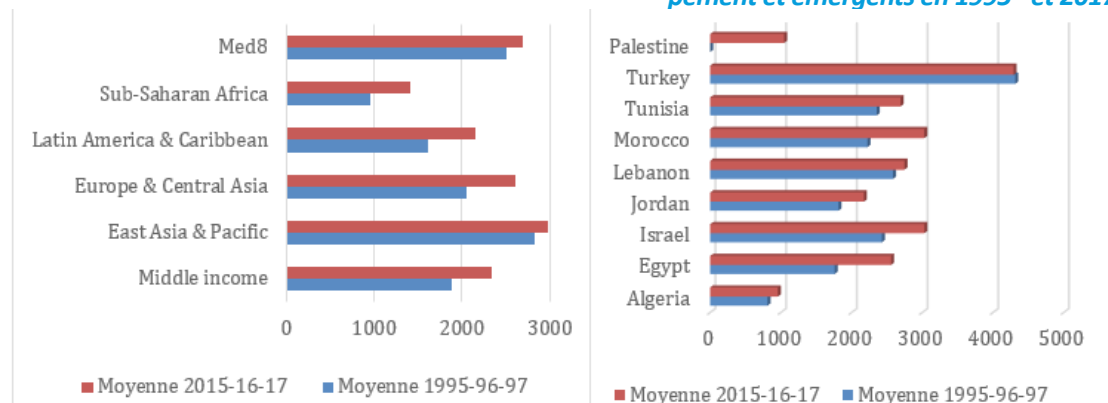
Japon et Hong Kong, ils sont devenus en 2017, les Etats Unis, l'Irak, Les Emirats Arabes Unis et la Chine.

II.4. Une tendance à la diversification des exportations pour certains pays Med

Les pays Med exportent, en moyenne, un nombre plus importants de produits que l'ensemble des autres pays à revenu com-

Graphique 1.33.

Nombre de produits exportés par les pays Med en comparaison avec les autres pays en développement et émergents en 1995* et 2017*

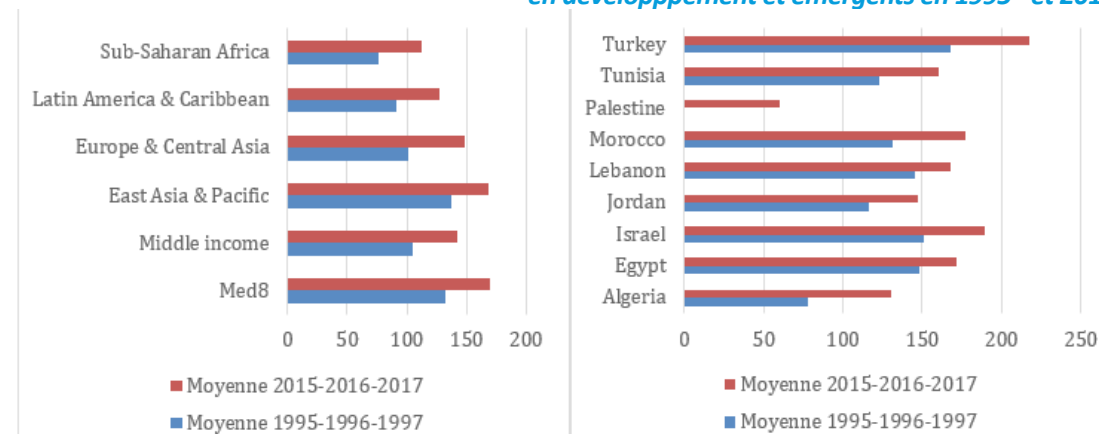


Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

* Pour que nos comparaisons ne soient pas affectées par des fluctuations annuelles de nature conjoncturelles, nous avons pris la moyenne de trois années en début et fin de période.

Graphique 1.34.

Nombre de produits de partenaires à l'export des pays Med en comparaison avec les autres pays en développement et émergents en 1995* et 2017*



Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

* Pour que nos comparaisons ne soient pas affectées par des fluctuations annuelles de nature conjoncturelles, nous avons pris la moyenne de trois années en début et fin de période.

parable. Seuls les pays d'Asie de l'Est font mieux. En revanche, le nombre de produits exportés a peu augmenté en 20 ans puisqu'il est passé de 2500 au milieu des années 90 à 2700 aujourd'hui (graphique 1.33, cadran de gauche). Cette diversification des exportations en termes de nombre de produits est très hétérogène entre les pays de la région. L'Algérie exporte moins de 960 produits, alors que la Turquie en exporte presque 4300. Depuis le début du Processus de Barcelone, tous ont augmenté le nombre de produits exportés. On constate qu'après la Tur-

quie, ce sont le Maroc et Israël qui exportent le plus grand nombre de produits (environ 3000), suivis du Liban (2750), de la Tunisie (2700), de l'Égypte (2560) de la Jordanie (2200), de la Palestine (1050) et, comme on l'a déjà précisé, de l'Algérie (960) (cadran droit du graphique 1.33).

En termes de nombres de partenaires, les pays Med sont au-dessus de l'ensemble des pays à revenu comparable et au même niveau que les pays d'Asie de l'Est. Ils sont passés d'une moyenne de 132 partenaires au milieu des années

90 à 170 au cours des années les plus récentes. Bien que tous aient augmenté le nombre de leurs partenaires à l'export, la situation entre les pays Med est là encore très différentes d'un pays à l'autre : la Turquie en compte 217, Israël 189, le Maroc 177, l'Égypte 172, Le Liban 168, la Tunisie 160, la Jordanie 147, l'Algérie 130 et la Palestine 60 (cf. graphique 1.34).

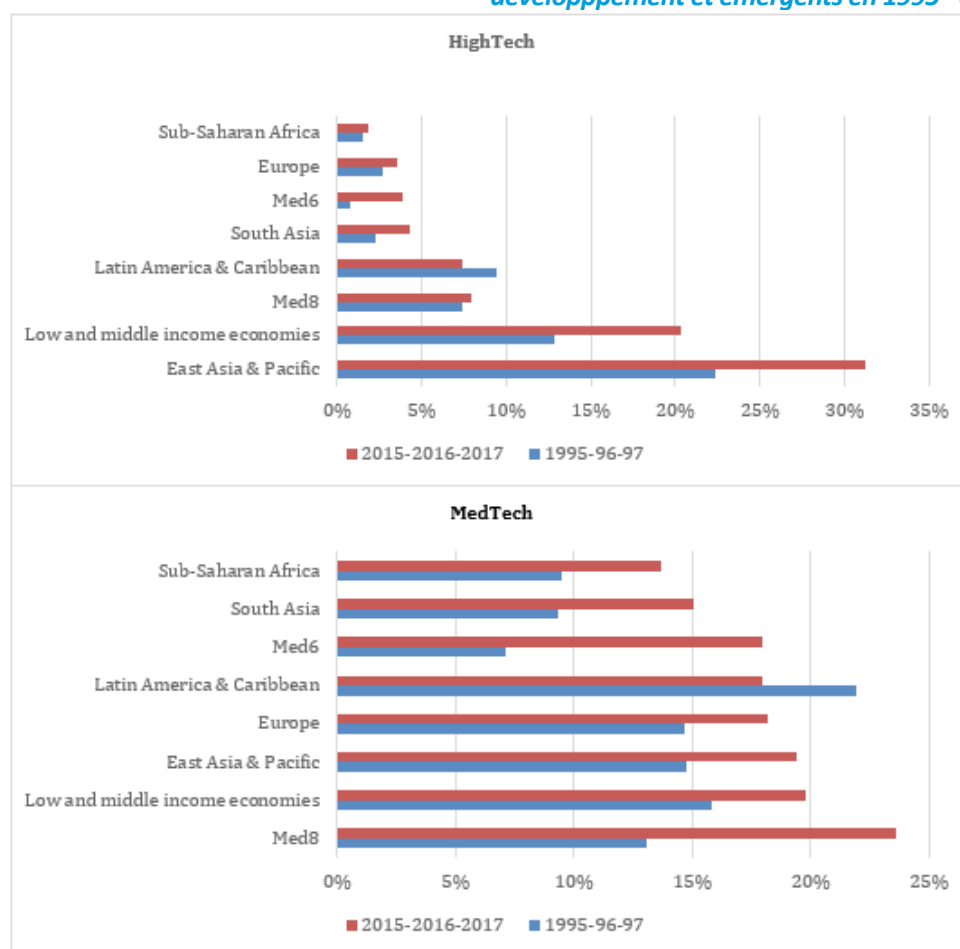
II.5. Le contenu technologique des exportations

Si la part des produits de haute technologie [9] a peu progressé en moyenne dans la région et que cette part reste très en dessous de celle de l'ensemble des pays à revenu comparable (8% contre 20%), en revanche, le contenu des ex-

portations en produits de moyenne technologie est passé de 13% au milieu des années 90 à presque 24% dans les années les plus récentes. Cette part dépasse aujourd'hui largement celle de l'ensemble des pays en développement et émergents (graphique 1.35). Si l'on ne prend pas en compte Israël et la Turquie, la part de produits de haute technologie tombe à moins de 4% et celle de moyenne technologie à 18%.

Entre pays Med, ces progrès sont très hétérogènes. Pour les produits de haute technologie, c'est la Tunisie qui a le plus progressé (passant de 3% en 95 à 13% en 2017), suivi du Liban (qui passe de 4% à un peu moins de 7%), du Maroc (quasiment 0% à 5%), de la Turquie (3% à 4%) et

Graphique 1.35.
Contenu technologique des exportations des pays Med en comparaison avec les autres pays en développement et émergents en 1995* et 2017*

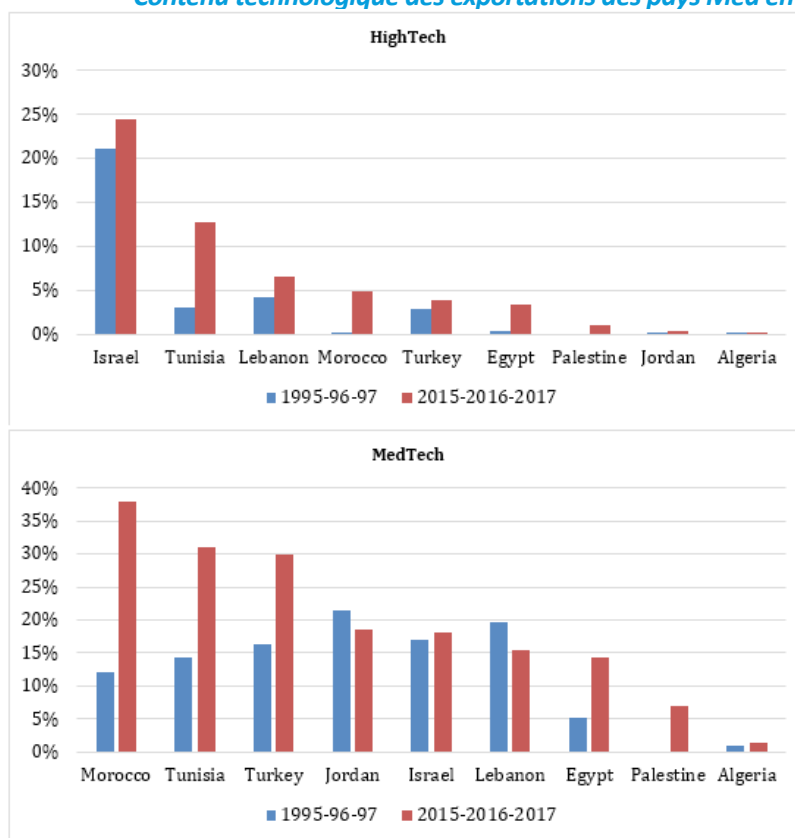


Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

* Pour que nos comparaisons ne soient pas affectées par des fluctuations annuelles de nature conjoncturelles, nous avons pris la moyenne de trois années en début et fin de période.

Graphique 1.36.

Contenu technologique des exportations des pays Med en 1995* et 2017*



Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

* Pour que nos comparaisons ne soient pas affectées par des fluctuations annuelles de nature conjoncturelles, nous avons pris la moyenne de trois années en début et fin de période.

de l'Egypte (presque 0% à 3,5%). La part de la Palestine est de 1% et celles de la Jordanie et de l'Algérie sont en dessous de 1%. Pour les produits de moyenne technologie, les progrès les plus marquants ont été réalisés par le **Maroc** et par la **Tunisie** (dont les parts sont passées respectivement de 12% à 38% et de 14% à 31%), suivis de la Turquie (passant de 16% à 30%), de l'Egypte (5% à 14%) et de la Palestine (0% à 7%). Le contenu en produits de moyenne technologie est resté stable pour Israël (autour de 18%) et pour l'Algérie (autour de 1%) et il a reculé pour le Liban (20% à 15%) et, dans une moindre mesure, pour la Jordanie (21% à 19%) (graphique 1.36).

Notons que ces évolutions positives pour les pays Med, réalisées en particulier en Tunisie et au Maroc, pourraient ne pas traduire un progrès des contenus technologiques de la valeur

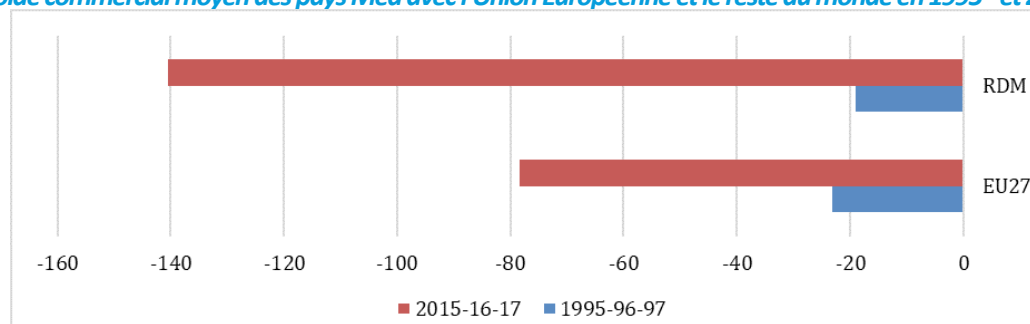
ajoutée créée par les pays dans la mesure où les exportations peuvent contenir des inputs importés à l'origine de ces progrès. Seule une analyse approfondie, par pays, permettrait de savoir si ces progrès proviennent d'une montée en gamme des systèmes productifs nationaux.

II.6. Une dégradation considérable des soldes commerciaux

Le solde commercial des pays Med s'est considérablement dégradé entre le début du Processus de Barcelone et ces dernières années. Un point intéressant est qu'au milieu des années 90, c'est avec l'UE que le déficit était le plus important, alors que **sur les années récentes, c'est vis à vis du Reste du Monde qu'il est le plus élevé** (graphique 1.37). On avait déjà montré dans le Rapport

Graphique 1.37.

Solde commercial moyen des pays Med avec l'Union Européenne et le reste du monde en 1995* et 2017*



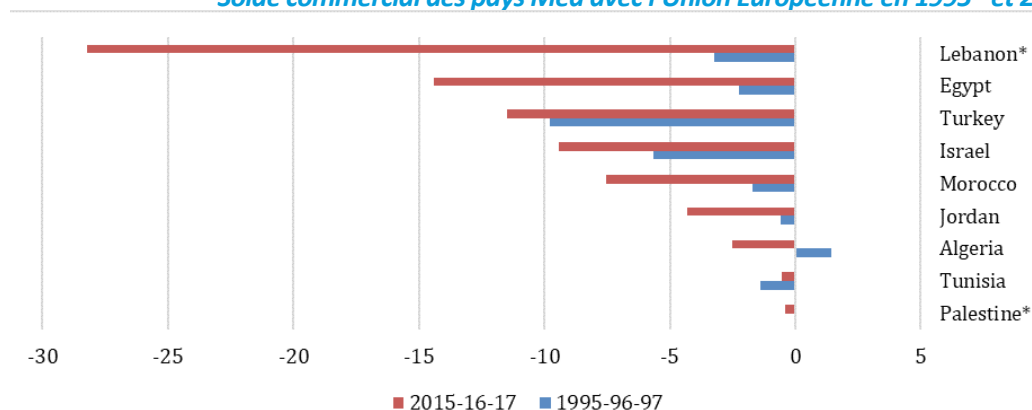
Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

* Pour que nos comparaisons ne soient pas affectées par des fluctuations annuelles de nature conjoncturelles, nous avons pris la moyenne de trois années en début et fin de période.

* La Palestine est exclue de la moyenne des pays Med (pas de données avant 2007). La moyenne 1995-1997-1997 des pays Med intègre les années 1997-1998-1999 pour le Liban (pas de données avant 1997 pour ce pays)

Graphique 1.38.

Solde commercial des pays Med avec l'Union Européenne en 1995* et 2017*



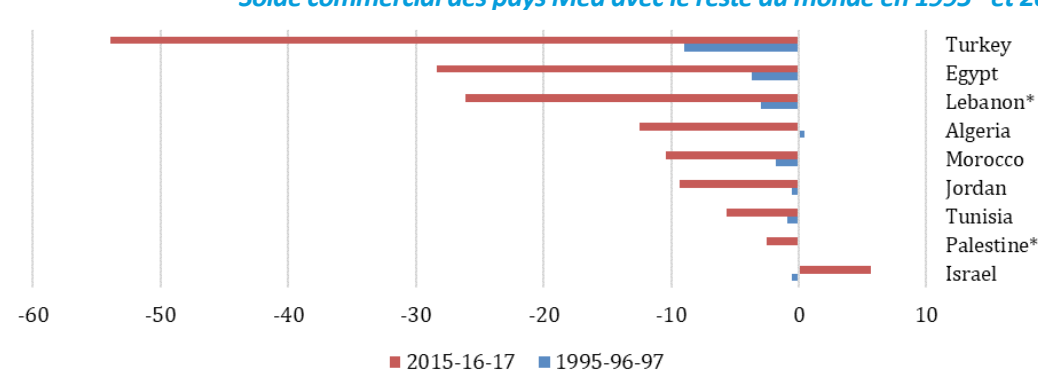
Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

* Pour que nos comparaisons ne soient pas affectées par des fluctuations annuelles de nature conjoncturelles, nous avons pris la moyenne de trois années en début et fin de période.

* Les données ne sont disponibles qu'à partir de 1997 pour le Liban et 2007 pour la Palestine.

Graphique 1.39.

Solde commercial des pays Med avec le reste du monde en 1995* et 2017*



Source : CNUCED - Base de données COMTRADE.

* Pour que nos comparaisons ne soient pas affectées par des fluctuations annuelles de nature conjoncturelles, nous avons pris la moyenne de trois années en début et fin de période.

* Les données ne sont disponibles qu'à partir de 1997 pour le Liban et 2007 pour la Palestine.

Femise 2013 que (i) c'est à partir de 2002/2003 que les soldes commerciaux des pays Med vis à vis de l'ensemble du monde se sont énormément dégradés (pour les échanges hors pétrole par exemple, le déficit commercial est passé de 40 milliards de dollars en 2001 à 180 milliards en 2011) et que (ii) cette dégradation des soldes commerciaux est beaucoup plus forte vis à vis du Reste du Monde que vis à vis de l'UE. Le déficit global de l'ensemble des pays Med a été multiplié par 5,2 entre 95 et 2017, puisqu'il est passé de 42 milliards de dollars à 218 milliards [10]. Vis à vis de l'UE, le déficit est passé de 23 milliards de dollars en 95 à 78 milliards en 2017. Vis à vis du Reste du Monde, le déficit a été multiplié par 7, passant de 19 milliards en 95 à 140 milliards en 2017. Ces chiffres montrent qu'il y a eu non seulement une augmentation des importations en provenance de l'UE mais surtout une importante pénétration des produits importés à bas prix sur les marchés méditerranéens, que les entreprises de la région ont eu du mal à concurrencer sur leur marché domestique. Parmi les pays Med, le déficit commercial vis à vis du Reste du Monde a augmenté pour tous les pays (essentiellement pour la Turquie, l'Égypte et le Liban), sauf pour Israël qui enregistre un excédent sur ces dernières années. Vis à vis de l'UE, tous ont vu leur déficit s'accroître (en particulier pour le Liban, l'Égypte et le Maroc), à l'exception de la Tunisie (dont le déficit s'est réduit).

Ce constat est en partie lié à la nature largement asymétrique de la baisse des droits de douane mis en place dans les pays méditerranéens. Pour rappel, la moyenne des tarifs appliquée par la région sur les importations est passée de 28% en 1992 à 7% en 2009, soit quasiment la moyenne la plus faible de l'ensemble des pays en développement et émergents. La surévaluation des taux de change dans certains pays explique en partie également le manque de dynamisme des exporta-

tions. Mais, d'une façon générale, ce constat est aussi dû à un ensemble plus large de facteurs que nous évoquerons dans le chapitre suivant. Il est clair que sans montée en gamme pour devenir plus compétitifs sur les marchés internationaux et sans possibilité de concurrencer les entrées de produits à bas prix, les déficits commerciaux continueront à se dégrader.

Notes

1. L'écart absolu correspond à la simple différence du PIB par habitant de l'UE et du PIB par habitant des pays méditerranéens (ou d'un pays méditerranéen).

2. L'écart relatif correspond au rapport entre le PIB par habitant de l'UE et le PIB par habitant des pays méditerranéens (ou d'un pays méditerranéen). Précisons qu'on peut avoir simultanément un accroissement de l'écart absolu et une baisse de l'écart relatif si le taux de croissance du PIB par habitant de l'UE (au numérateur) est inférieur au taux de croissance du PIB par habitant du ou des pays méditerranéens (au dénominateur).

3. Le taux de participation est le rapport de la population active à la population en âge de travailler. La population active au sens du BIT rassemble les personnes qui ont un emploi et celles qui sont en situation de chômage. Rappelons aussi que le taux de chômage au sens du BIT est le nombre de personnes en recherche d'emplois sur la population active.

4. La population active englobe les personnes qui ont un emploi et celles qui sont au chômage.

5. Un ration de 31% signifie qu'en moyenne, dans les pays méditerranéens (hors Israël), le total des femmes actives représentent moins d'un tiers des hommes actifs.

6. L'Indice Global de Pauvreté (Multidimensional Poverty Index, MPI) estimé par l'OPHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative) intègre neuf indicateurs associés à

trois dimensions de la pauvreté (éducation, santé et niveau de vie).

7. La proportion de pauvre calculée en utilisant les seuils nationaux sont, à part pour le Maroc, la Turquie et l'Algérie, très au-dessus de celle obtenue avec le seuil international de 3,20\$.

8. Le coefficient de Gini est l'indicateur d'inégalité le plus couramment utilisé. Il calcule dans quelle mesure la distribution des revenus ou, le plus souvent la distribution des dépenses de consommation, entre les individus ou les ménages s'écartent d'une distribution parfaitement égalitaire. Le coefficient est compris entre 0 et 100, 0 correspondant à une égalité parfaite (chaque individu reçoit le même revenu ou dépense le même montant) et 100 à une inégalité extrême (le revenu est détenu ou les dépenses sont réalisées par une seule personne). Une des limites du coefficient de Gini est qu'il sous-estime les inégalités économiques dans la mesure où il ne tient pas compte du patrimoine des individus (Banque Mondiale, 2015).

9. Le contenu technologique des exportations a été calculé sur la base de la classification réalisée par l'OCDE.

10. Si on enlève les échanges de produits pétroliers, ce déficit commercial est encore plus important.

"Trust, Voice and Incentives : Learning from Local Success Stories in the Middle East and North Africa, Washington, DC, World Bank.

Dang, H.A. et Rogers, F.H. (2008) "How to Interpret the Growing Phenomenon of Private Tutoring : Human Capital Deepening, Inequality Increasing, or Waste of Resources?" Policy Research Working Paper N°4530, Washington, DC, World Bank.

Melitz, M. et Polanec, S. (2015) "Dynamic Olley-Pakes Productivity Decomposition with Entry and Exit", Rand Journal of Economics, 46(2), pp. 362-75.

Sen, A. (1999) "The Possibility of Social Choice", American Economic Review, 89(3), June, pp. 349-378.

Yousef, T. (2004) "Development, Growth and Policy Reform in the Middle East and North Africa since 1950", Journal of Economic Perspectives, 18(3), pp. 91-115.

Bibliographie

Bartelsman, E., Haltiwanger, J. et Scarpetta, S. (2013) "Cross-Country Differences in Productivity: The Role of Allocation and Selection", American Economic review, 103(1), pp. 305-34.

Banque Mondiale (2015) "Inégalités, Soulèvements et Conflits dans le Monde Arabe", Rapport de suivi économique de la région MENA, Washington, DC.

Banque Mondiale (2003) "Making Services Work for Poor People", World Development Report, Washington, DC.

Bixi, H., Lust, E. et Woolcock, M. (2015)